

PagesJaunes Groupe

Informations financières consolidées au 31 décembre 2009

Conseil d'administration du 18 février 2010



PagesJaunes Groupe

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 56 196 951 euros

Siège social : 7 avenue de la Cristallerie - 92317 Sèvres Cedex

R.C.S. Nanterre 552 028 425

SOMMAIRE

1.	Rapport annuel d'activité au 31 décembre 2009	3
1.1.	Présentation générale	3
1.2.	Commentaires sur les résultats annuels 2009	4
1.2.1.	Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France	5
1.2.1.1.	Chiffre d'affaires du segment PagesJaunes en France	6
1.2.1.2.	Achats externes du segment PagesJaunes en France	7
1.2.1.3.	Autres produits d'exploitation du segment PagesJaunes en France	8
1.2.1.4.	Autres charges d'exploitation du segment PagesJaunes en France	8
1.2.1.5.	Salaires et charges sociales du segment PagesJaunes en France	9
1.2.1.6.	Marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France	9
1.2.2.	Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment International & Filiales	9
1.2.2.1.	Chiffre d'affaires du segment International & Filiales	10
1.2.2.2.	Achats externes du segment International & Filiales	11
1.2.2.3.	Autres produits et charges d'exploitation du segment International & Filiales	11
1.2.2.4.	Salaires et charges sociales du segment International & Filiales	12
1.2.2.5.	Marge brute opérationnelle du segment International & Filiales	12
1.2.3.	Analyse du résultat d'exploitation consolidé	12
1.2.3.1.	Participation des salariés et rémunération en actions	13
1.2.3.2.	Dotations aux amortissements	13
1.2.3.3.	Résultat d'exploitation	13
1.2.4.	Analyse du résultat net consolidé	13
1.2.4.1.	Résultat financier	14
1.2.4.2.	Impôt sur les sociétés	14
1.2.4.3.	Résultat de la période	14
1.3.	Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées	15
1.4.	Engagements hors-bilan, litiges et parties liées	17
1.5.	Risques et incertitudes relatifs à l'année 2010	17
1.6.	Événements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2009	17
1.7.	Recherche et développement	17
2.	Comptes consolidés	18
	Etat du résultat consolidé	18
	Etat du résultat global	19
	Etat de situation financière	20
	Etat de variation des capitaux propres consolidés	21
	Etat des flux de trésorerie	22
	Note 1 – Informations relatives au Groupe	23
	Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2009	23
	Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation	25
3.1	- Positions comptables retenues par le Groupe, en application des paragraphes 10 à 12 de l'IAS 8	25
3.2	- Consolidation	26
3.3	- Opérations en devises	27
3.4	- Présentation des états financiers	27
3.5	- Chiffre d'affaires	27
3.6	- Frais de publicité et assimilés	28
3.7	- Résultat par action	28
3.8	- Ecart d'acquisition	28
3.9	- Autres immobilisations incorporelles	29
3.10	- Immobilisations corporelles	30
3.11	- Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé	31
3.12	- Actifs et passifs financiers	31
3.12.1	- Evaluation et comptabilisation des actifs financiers	31
3.12.2	- Evaluation et comptabilisation des passifs financiers	32
3.12.3	- Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés	33
3.13	- Stocks	33
3.14	- Impôts différés	34

3.15 - Provisions.....	34
3.16 - Engagements de retraites et avantages similaires	35
3.16.1 - Avantages postérieurs à l'emploi	35
3.16.2 - Autres avantages à long terme	35
3.16.3 - Indemnités de rupture de contrat de travail	35
3.17 - Rémunération en actions	36
3.18 - Actions propres	36
Note 4 - Information sectorielle.....	37
4.1 - Par secteur d'activité	37
4.2 - Par zone géographique.....	40
Note 5 - Variation du périmètre de consolidation	40
Note 6 - Chiffre d'affaires	41
Note 7 - Charges de personnel.....	42
Note 8 - Résultat de cession d'actifs	42
Note 9 - Résultat financier.....	43
Note 10 - Impôt sur les sociétés.....	44
10.1 - Preuve d'impôt groupe	44
10.2 - Impôt au bilan	45
Note 11 - Résultat par action.....	46
Note 12 - Ecarts d'acquisition des sociétés intégrées	46
Note 13 - Autres immobilisations incorporelles	47
Note 14 - Immobilisations corporelles	48
Note 15 - Autres actifs disponibles à la vente	48
Note 16 - Autres actifs financiers non courants.....	48
Note 17 - Instruments financiers dérivés	49
Note 18 - Stocks nets	50
Note 19 - Créances clients.....	51
Note 20 - Autres actifs courants.....	51
Note 21 - Charges constatées d'avance.....	52
Note 22 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs.....	52
Note 23 - Capitaux propres	52
23.1 - Capital social	52
23.2 - Autres réserves	53
23.3 - Actions propres	53
23.4 - Dividendes	53
Note 24 - Dettes fournisseurs	54
Note 25 - Avantages du personnel, provisions et autres passifs	54
Note 26 - Stock options et actions gratuites.....	57
26.1 - Stock options.....	57
26.1.1 - Description des plans	57
26.1.2 - Description des modèles d'évaluation.....	57
26.1.3 - Evolution des plans de stock options sur l'exercice.....	59
26.2 - Attribution gratuite d'actions	59
26.3 - Charge relative aux plans de stock options et aux attributions gratuites d'actions	60
Note 27 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net.....	60
Note 28 - Produits constatés d'avance.....	62
Note 29 - Instruments financiers	62
29.1 - Instruments financiers inscrits au bilan	62
29.2 - Effet en résultat des instruments financiers	63
Note 30 - Objectifs politiques de gestion des risques financiers, gestion du capital.....	63
Note 31 - Informations sur les parties liées.....	65
31.1 - Rémunération des membres du Comité de direction et du Conseil d'administration.....	65
31.2 - Transactions avec les parties liées.....	66
Note 32 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan	67
Note 33 - Litiges	69
Note 34 - Honoraires des commissaires aux comptes	70
Note 35 - Périmètre de consolidation	71
Note 36 - Evénements postérieurs à la clôture	71

1. Rapport annuel d'activité au 31 décembre 2009

1.1. Présentation générale

Le Groupe a comme cœur de métier l'édition d'annuaires en France et à l'international. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à cette activité, à destination du grand public et des professionnels.

Les activités du Groupe s'organisent en deux segments :

- **PagesJaunes en France.** Il s'agit des activités France du Groupe relatives à l'édition et à la distribution des annuaires et à la vente d'espaces publicitaires sur les annuaires imprimés (PagesJaunes, *L'Annuaire*) et en ligne (« pagesjaunes.fr »). Il s'agit également des activités de création et d'hébergement de sites Internet, des activités de services de renseignements par téléphone (118 008) et par SMS, de l'activité de petites annonces en ligne (« annoncesjaunes.fr »), ainsi que de diverses activités comme l'édition des annuaires PagesPro et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également les activités de holding logées dans PagesJaunes Groupe.
- **International & Filiales.** Il s'agit des activités des différentes filiales du Groupe, qui consistent principalement en l'édition d'annuaires grand public hors de France (Espagne, Luxembourg et Maroc) et le développement d'activités complémentaires de l'édition d'annuaires, telles que les services géographiques de Mappy et de marketing direct de PagesJaunes Marketing Services. Ce segment comprend également les activités de régie publicitaire sur Internet d'Horyzon Média.

Les données présentées relatives à l'exercice 2008 ont été retraitées des impacts liés au transfert au premier semestre 2009 de l'activité de petites annonces en ligne du segment International & Filiales au segment PagesJaunes en France, suite au lancement d'une offre commune « pagesjaunes.fr » - « annoncesjaunes.fr » commercialisée par la force de vente PagesJaunes. L'activité de petites annonces en ligne a été lancée en janvier 2007 et était logée dans la société PagesJaunes Petites Annonces qui a été absorbée le 21 juillet 2009 par la société PagesJaunes. Ce retraitement n'a aucun impact sur les données consolidées globales du Groupe mais seulement sur les données par segment.

En outre, PagesJaunes Groupe a cédé sa filiale Edicom, éditrice de l'annuaire de professionnels Télécontact au Maroc, en octobre 2009. Cette filiale est sortie du périmètre de consolidation du Groupe à compter du 31 octobre 2009.

1.2. Commentaires sur les résultats annuels 2009

Groupe PagesJaunes <i>En millions d'euros</i>	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
Chiffre d'affaires	1 163,9	1 192,8	-2,4%
Achats externes	(280,5)	(295,4)	-5,0%
Autres produits d'exploitation	4,2	11,8	-64,4%
Autres charges d'exploitation	(26,7)	(22,8)	17,1%
Salaires et charges sociales	(332,2)	(334,8)	-0,8%
Marge brute opérationnelle	528,7	551,6	-4,2%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>45,4%</i>	<i>46,2%</i>	
Participation des salariés	(15,3)	(17,8)	-14,0%
Rémunération en actions	(1,6)	(1,5)	6,7%
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	(68,9)	na
Dotations aux amortissements	(19,6)	(17,2)	14,0%
Résultat de cession d'actifs	(0,8)	(0,3)	166,7%
Coût des restructurations	(4,5)	(2,5)	80,0%
Résultat d'exploitation	487,0	443,4	9,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>41,8%</i>	<i>37,2%</i>	
Produits financiers	8,8	3,4	158,8%
Charges financières	(90,7)	(138,2)	-34,4%
Gain (perte) de change	-	-	na
Résultat financier	(81,9)	(134,8)	-39,2%
Résultat courant avant impôt	405,1	308,6	31,3%
Impôt sur les sociétés	(131,5)	(131,7)	-0,2%
Résultat de la période	273,6	176,8	54,8%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de PagesJaunes Groupe	273,6	176,9	54,7%
- intérêts minoritaires	0,0	(0,1)	-100,0%

Dans un marché fortement impacté par la crise, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe PagesJaunes s'élève à 1 163,9 millions d'euros en 2009, en baisse de 2,4% par rapport à 2008, grâce à la hausse de 6,6% des revenus des services Internet à 502,4 millions d'euros, qui représentent dorénavant 43,2% du chiffre d'affaires consolidé contre 39,5% en 2008.

Les sites Internet fixe et mobile du Groupe en France, « pagesjaunes.fr », « mappy.com », « annoncesjaunes.fr », et « pagespro.com », ont enregistré 1 186,6 millions de visites en 2009, soit une hausse de 7,0% par rapport à 2008. Au mois de décembre 2009, l'ensemble des sites Internet du Groupe en France occupe également la 6^{ème} position parmi les sites Internet les plus consultés avec 18,3 millions de visiteurs uniques, ce qui représente un taux de couverture de 50,0% du nombre total d'internautes français.

Le Groupe PagesJaunes a poursuivi en 2009 l'optimisation de l'ensemble des coûts du segment PagesJaunes en France, a finalisé la restructuration de QDQ Media en Espagne, qui a permis d'en abaisser significativement le point mort opérationnel, ainsi que la réintégration de l'offre PagesJaunes Petites Annonces au sein de celle de PagesJaunes, conduisant à une meilleure mutualisation des coûts. Dans le même temps, le Groupe a maintenu ses investissements commerciaux, marketing et technologiques essentiels à la stratégie de l'entreprise. La marge brute opérationnelle du Groupe s'élève ainsi à 528,7 millions d'euros en 2009, en baisse de 4,2% par

rapport à 2008.

Le résultat d'exploitation du Groupe est en hausse de 9,8% par rapport à 2008 à 487,0 millions d'euros. Hors effet de la dépréciation, au 31 décembre 2008, de l'intégralité de l'écart d'acquisition de QDQ Media d'un montant de 68,9 millions d'euros, le résultat d'exploitation 2009 ressortirait en baisse de 4,9% par rapport à 2008.

Le résultat financier s'améliore de 39,2% entre les deux exercices, avec une charge de 81,9 millions d'euros en 2009 contre une charge de 134,8 millions d'euros en 2008, en raison notamment de la baisse des taux d'intérêt.

Le résultat de la période progresse quant à lui de 54,8% par rapport à 2008, à 273,6 millions d'euros. Hors effet de la dépréciation de l'intégralité de l'écart d'acquisition de QDQ Media constatée en 2008, le résultat de la période ressortirait en hausse de 11,4% par rapport à 2008.

Les développements qui suivent présentent le chiffre d'affaires, la marge brute opérationnelle, ainsi que les principaux soldes intermédiaires de gestion pour chacun des deux segments du Groupe consolidé, le segment PagesJaunes en France et le segment International & Filiales.

<i>En millions d'euros</i>	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
PagesJaunes en France	1 097,3	1 110,1	-1,2%
International & Filiales	75,8	91,5	-17,2%
Eliminations	(9,1)	(8,7)	4,6%
Chiffre d'affaires	1 163,9	1 192,8	-2,4%
<i>CA des services Internet (yc pagespro.com)</i>	<i>502,4</i>	<i>471,4</i>	<i>6,6%</i>
<i>En % du chiffre d'affaires total</i>	<i>43,2%</i>	<i>39,5%</i>	
PagesJaunes en France	527,8	544,7	-3,1%
International & Filiales	0,9	6,9	-87,0%
Marge brute opérationnelle	528,7	551,6	-4,2%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>45,4%</i>	<i>46,2%</i>	

1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France pour les exercices 2008 et 2009 :

PagesJaunes en France <i>En millions d'euros</i>	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
Chiffre d'affaires	1 097,3	1 110,1	-1,2%
Achats externes	(257,1)	(266,5)	-3,5%
Autres produits d'exploitation	3,3	9,4	-64,9%
Autres charges d'exploitation	(22,6)	(19,8)	14,1%
Salaires et charges sociales	(293,1)	(288,4)	1,6%
Marge brute opérationnelle	527,8	544,7	-3,1%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>48,1%</i>	<i>49,1%</i>	

1.2.1.1. Chiffre d'affaires du segment PagesJaunes en France

Le tableau suivant présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé du segment PagesJaunes en France par ligne de produits pour les exercices 2008 et 2009 :

PagesJaunes en France	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
<i>En millions d'euros</i>			
Annuaire imprimés	577,8	617,7	-6,5%
Pagesjaunes.fr, annoncesjaunes.fr et sites Internet	461,0	431,3	6,9%
Services de renseignements par téléphone	39,7	36,4	9,1%
Autres (yc Minitel)	18,8	24,7	-23,9%
Chiffre d'affaires	1 097,3	1 110,1	-1,2%
<i>CA des services Internet (yc pagespro.com)</i>	<i>472,2</i>	<i>443,5</i>	<i>6,5%</i>
<i>En % du chiffre d'affaires total</i>	<i>43,0%</i>	<i>40,0%</i>	

Le chiffre d'affaires du segment PagesJaunes en France atteint 1 097,3 millions d'euros en 2009, en diminution de 1,2% par rapport à 2008, sous l'effet de la décroissance de 6,5% des revenus des annuaires imprimés et de la quasi disparition des revenus Minitel, non compensée par les croissances de 6,9% du chiffre d'affaires des services Internet (« pagesjaunes.fr », « annoncesjaunes.fr », et sites Internet) et de 9,1% des activités de services de renseignements par téléphone (118 008).

La baisse du chiffre d'affaires provient de la baisse du revenu moyen par annonceur (-1,4% à 1 543 euros en 2009 contre 1 564 euros en 2008) partiellement compensée par une légère croissance du parc d'annonceurs (+0,6% à 700 100 annonceurs en 2009 contre 696 100 en 2008), qui a bien résisté malgré la dégradation de la situation des PME. La conquête de nouveaux clients s'est poursuivie à un rythme soutenu (118 500 nouveaux clients en 2009), et le taux de fidélisation des annonceurs, exprimé en nombre d'annonceurs, se maintient à un niveau élevé de 83,5% en 2009 contre 84,7% en 2008. Exprimé en valeur, le taux de fidélisation passe de 92,8% du chiffre d'affaires en 2008 à 91,4% en 2009.

Annuaire imprimés

Le chiffre d'affaires des annuaires imprimés, qui résulte principalement de la commercialisation d'espaces publicitaires dans l'annuaire PagesJaunes et dans l'*Annuaire* (Pages Blanches), s'élève à 577,8 millions d'euros en 2009 contre 617,7 millions en 2008, soit un repli de 6,5%.

Le revenu moyen par annonceur sur les annuaires imprimés enregistre un recul de 5,8% par rapport à 2008, à 926 euros en 2009 contre 984 euros en 2008. Le nombre d'annonceurs dans les annuaires imprimés est en légère baisse avec 623 800 annonceurs en 2009 contre 628 000 en 2008.

Pagesjaunes.fr, annoncesjaunes.fr et sites Internet

Le chiffre d'affaires des services Internet, qui provient principalement de la vente de produits publicitaires sur « pagesjaunes.fr » et « annoncesjaunes.fr », ainsi que des activités de création et d'hébergement de sites, est en croissance de 6,9% par rapport à 2008 à 461,0 millions d'euros.

Le nombre d'annonceurs sur les services Internet est en hausse de 2,2% par rapport à 2008, avec 492 500 annonceurs en 2009 contre 482 100 annonceurs en 2008. Le revenu moyen par annonceur progresse de 4,6% à 949 euros en 2009 contre 907 euros en 2008.

Le site « pagesjaunes.fr » a enregistré 885,3 millions de visites sur Internet fixe en 2009, en hausse de 4,3% par rapport à 2008, et 29,6 millions de visites sur Internet mobile, soit un doublement par rapport à 2008.

Services de renseignements par téléphone

Le chiffre d'affaires des services de renseignements par téléphone (118 008), qui comprend les revenus relatifs aux insertions publicitaires, représentant près des deux tiers des revenus totaux de cette activité, et les revenus du trafic, s'établit à 39,7 millions d'euros en 2009, en hausse de 9,1% par rapport à 2008.

Cette croissance s'explique principalement par la hausse des revenus publicitaires avec 117 000 annonceurs fin 2009 contre 114 000 annonceurs fin 2008, et un revenu moyen par annonceur de 212 euros en 2009 contre 199 euros en 2008. Les revenus liés au trafic restent stables en raison d'une baisse tendancielle du volume d'appels traités sur ce marché compensé par l'augmentation du revenu moyen par utilisateur.

Autres activités

Le chiffre d'affaires des autres activités du segment PagesJaunes en France s'élève à 18,8 millions d'euros en 2009, en baisse de 23,9% par rapport à 2008. Ces autres activités, qui représentent 1,7% du chiffre d'affaires du segment PagesJaunes en France en 2009, concernent essentiellement les offres de PagesPro sur supports imprimés et Internet, le Minitel ainsi que l'annuaire inversé QuiDonc.

La baisse de 13,5% du chiffre d'affaires des PagesPro tant sur support imprimé qu'Internet, et le changement de business model du Minitel (cf. paragraphe 1.2.1.3), expliquent la diminution des revenus des autres activités.

1.2.1.2. Achats externes du segment PagesJaunes en France

PagesJaunes en France <i>En millions d'euros</i>	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
Achats externes	(257,1)	(266,5)	-3,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	23,4%	24,0%	

Les achats externes incluent essentiellement les coûts éditoriaux (achat de papier, impression et distribution des annuaires imprimés), les coûts liés aux bases de données, les charges du système d'information, les charges de communication et de marketing, ainsi que les charges de structure.

Les achats externes du segment PagesJaunes en France s'élèvent à 257,1 millions d'euros en 2009 et sont en baisse de 3,5% par rapport à 2008, tandis que le chiffre d'affaires du segment diminue de 1,2% sur la même période. Les achats externes représentent ainsi 23,4% du chiffre d'affaires en 2009 contre 24,0% en 2008.

La baisse des achats externes est due principalement à la diminution des coûts éditoriaux des annuaires imprimés et des dépenses de communication, partiellement compensée par une augmentation des coûts de production des nouveaux services Internet.

Les coûts éditoriaux des annuaires imprimés, composés des coûts d'achat de papier, d'impression et de portage, s'élèvent à 97,4 millions d'euros en 2009 contre 104,3 millions d'euros en 2008, avec des coûts de papier de 42,4 millions d'euros en 2009 contre 45,8 millions d'euros en 2008¹. Cette baisse de 6,9 millions d'euros s'explique principalement par des optimisations de format et de mise en page, et par la renégociation des contrats d'impression à la fin de l'année 2008. La consommation de papier utilisé évolue à la baisse dans les mêmes proportions. Les tirages restent relativement stables : la croissance des inscriptions, notamment due aux lignes mobiles et voix sur

¹ Après déduction en 2009 de 0,5 million d'euros et en 2008 de 0,3 million d'euros d'avoirs à recevoir imprimeurs. Ces produits sont comptabilisés en autres produits d'exploitation.

IP, se poursuit mais est compensée par une optimisation de la diffusion.

Les charges de communication 2009 sont en baisse par rapport à 2008 en raison, d'une part, du lancement en 2008 de la nouvelle version de « pagesjaunes.fr » et de l'annuaire par SMS sans équivalent en 2009, et d'autre part, grâce à l'optimisation de la communication de « annoncesjaunes.fr ». Les coûts d'achats de liens sponsorisés et de référencement naturel rapportés au chiffre d'affaires Internet restent stables entre les deux périodes à environ 2,0%.

Les autres achats externes sont en légère augmentation en raison, d'une part, des coûts de fabrication des vidéos, produit lancé au cours de l'année 2008, et des Packs Visibilité Internet lancés fin 2009, et d'autre part, des coûts du système d'information en lien avec de nouveaux développements techniques.

1.2.1.3. Autres produits d'exploitation du segment PagesJaunes en France

PagesJaunes en France	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
<i>En millions d'euros</i>			
Autres produits d'exploitation	3,3	9,4	-64,9%

Les autres produits d'exploitation du segment PagesJaunes en France s'élèvent à 3,3 millions d'euros en 2009 contre 9,4 millions d'euros en 2008. Ils sont principalement constitués de refacturations diverses. Cette diminution provient principalement de l'arrêt de la refacturation à France Télécom des coûts d'exploitation de PagesJaunes 3611 en recherche alphabétique. En effet, suite à la décision de France Télécom d'arrêter le service 3611 au 31 mars 2009, PagesJaunes a repris l'édition de ce service dont les revenus consistent à présent en un partage de chiffre d'affaires avec France Télécom.

1.2.1.4. Autres charges d'exploitation du segment PagesJaunes en France

PagesJaunes en France	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
<i>En millions d'euros</i>			
Autres charges d'exploitation	(22,6)	(19,8)	14,1%

Les autres charges d'exploitation du segment PagesJaunes en France s'élèvent à 22,6 millions d'euros en 2009 contre 19,8 millions d'euros en 2008. Elles sont composées des impôts et taxes, de certaines provisions pour risques et charges, et des provisions pour risques clients. Cette augmentation est principalement imputable aux dotations pour provision sur créances clients traduisant une conjoncture économique dégradée. Le risque client reste cependant maîtrisé avec un taux de dotations nettes par rapport au chiffre d'affaires de 0,522% en 2009 par rapport à 0,325% en 2008.

1.2.1.5. Salaires et charges sociales du segment PagesJaunes en France

PagesJaunes en France	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
<i>En millions d'euros</i>			
Salaires et charges sociales	(293,1)	(288,4)	1,6%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	26,7%	26,0%	

Les salaires et charges sociales du segment PagesJaunes en France se composent des salaires et traitements fixes et variables y compris intéressement, des charges sociales, des taxes assises sur les salaires, des provisions pour congés payés, des avantages postérieurs à l'emploi, et des diverses indemnités versées aux salariés.

Les salaires et charges sociales du segment PagesJaunes en France représentent 26,7% du chiffre d'affaires en 2009 contre 26,0% en 2008, et s'élèvent à 293,1 millions d'euros, en progression de 1,6% par rapport à 2008, tandis que sur la même période, le chiffre d'affaires diminue de 1,2%. La rémunération de la force de vente et de son encadrement direct est restée stable à 159,7 millions d'euros en 2009 dans un contexte de déploiement de nouveaux produits.

1.2.1.6. Marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France

La marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France est en repli de 3,1% par rapport à 2008 à 527,8 millions d'euros, et le taux de marge sur chiffre d'affaires est en diminution d'un point à 48,1%. Cette diminution provient de la décroissance du chiffre d'affaires, compensée seulement partiellement par celle des achats externes, en raison de l'augmentation des salaires et charges, et de la baisse des autres produits d'exploitation.

1.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment International & Filiales

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment International & Filiales pour les exercices 2008 et 2009 :

International & Filiales	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
<i>En millions d'euros</i>			
Chiffre d'affaires	75,8	91,5	-17,2%
Achats externes	(32,8)	(37,8)	-13,2%
Autres produits d'exploitation	1,7	3,1	-45,2%
Autres charges d'exploitation	(4,6)	(3,4)	35,3%
Salaires et charges sociales	(39,2)	(46,3)	-15,3%
Marge brute opérationnelle	0,9	6,9	-87,0%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	1,2%	7,5%	

1.2.2.1. Chiffre d'affaires du segment International & Filiales

Le tableau suivant présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé du segment International & Filiales par ligne de produits pour les exercices 2008 et 2009 :

International & Filiales	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
<i>En millions d'euros</i>			
Annuaire B to C	41,4	56,9	-27,2%
<i>dont QDQ Media</i>	30,3	42,1	-28,0%
Régie publicitaire Internet	9,4	5,5	70,9%
Marketing direct et services géographiques	25,0	29,2	-14,4%
Chiffre d'affaires	75,8	91,5	-17,2%
<i>CA des services Internet</i>	36,2	34,1	6,2%
<i>En % du chiffre d'affaires total</i>	47,7%	37,2%	

Le chiffre d'affaires du segment International & Filiales s'élève à 75,8 millions d'euros en 2009, en baisse de 17,2% par rapport à 2008. A périmètre de consolidation identique, en retraitant les revenus 2008 d'Edicom, filiale cédée en octobre 2009, et à traitement comptable identique des activités à la performance ou au CPC (coût par clic) de la société Horyzon Média², le chiffre d'affaires du segment International & Filiales ressort également en baisse de 17,2% par rapport à 2008. Cette évolution s'explique par le repli du chiffre d'affaires de QDQ Media, et des activités de marketing direct et de services géographiques.

Annuaire B to C

Le chiffre d'affaires des activités annuaires B to C, qui résulte principalement de la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés et en ligne, de leur édition et de leur distribution, par les sociétés QDQ Media en Espagne, Editus au Luxembourg et Edicom au Maroc (cédée en octobre 2009), s'élève à 41,4 millions d'euros en 2009, en baisse de 27,2% par rapport à 2008 en données historiques, et en baisse de 23,2% à périmètre de consolidation comparable.

QDQ Media a achevé sa profonde réorganisation, commencée au second semestre 2008, qui a porté sur le redéploiement de sa force de vente et de son activité en vue d'abaisser son point mort, en concentrant ses investissements sur les zones à plus fort potentiel et sur le développement national de sa présence sur Internet. Le chiffre d'affaires de QDQ Media est de 30,3 millions d'euros en 2009, en baisse de 28,0% par rapport à 2008, avec une hausse de 5,7% des revenus des services Internet.

Le chiffre d'affaires d'Editus, filiale consolidée à 49%, s'élève à 9,5 millions d'euros en 2009, en baisse de 7,8% par rapport à 2008, avec une croissance de 16,7% des revenus des activités Internet.

Régie Publicitaire Internet

Le chiffre d'affaires d'Horyzon Média facturé aux annonceurs s'élève à 17,2 millions d'euros en 2009, en baisse de 6,5% par rapport à 2008. La forte croissance des activités à la performance ou au CPC (coût par clic), et, dans une moindre mesure, le développement des activités mobile et espagnole, ont permis de compenser partiellement le déclin des activités au CPM (coût pour mille), conforme aux tendances observées sur le marché.

La contribution d'Horyzon Média au chiffre d'affaires consolidé, constitué des seules commissions de régie pour les activités au CPM et, à compter de 2009, de l'intégralité du chiffre d'affaires facturé aux annonceurs pour les activités au CPC, s'élève à 9,4 millions d'euros en 2009 contre 5,5 millions

² Cf. infra

d'euros en 2008, ou 8,6 millions d'euros à traitement comptable identique³, soit une hausse de 9,3%.

Marketing Direct et Services Géographiques

Le chiffre d'affaires des activités Marketing Direct et Services Géographiques s'élève à 25,0 millions d'euros en 2009, en baisse de 14,4% par rapport à 2008. Les revenus de PagesJaunes Marketing Services ont été impactés par la conjoncture économique, et par la décroissance des activités de marketing direct traditionnelles, parallèlement au développement des activités digitales. Les revenus de Mappy sont également en forte baisse par rapport à 2008. Le site mappy.com, dont une nouvelle version a été lancée en juillet 2009, a cependant enregistré 231,0 millions de visites en 2009, soit une hausse de 6,9% par rapport à 2008. L'application Mappy pour iPhone a également été lancée avec succès en octobre 2009.

1.2.2.2. Achats externes du segment International & Filiales

International & Filiales	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
<i>En millions d'euros</i>			
Achats externes	(32,8)	(37,8)	-13,2%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	43,3%	41,3%	

Les achats externes du segment International & Filiales s'élèvent à 32,8 millions d'euros en 2009, en baisse de 13,2% par rapport à 2008. Cette évolution résulte principalement de la diminution des achats externes de QDQ Media, et en particulier des coûts éditoriaux des annuaires imprimés, des dépenses de communication et de marketing, ainsi que des frais généraux, suite aux actions d'optimisation entreprises dans le cadre de son plan de restructuration.

1.2.2.3. Autres produits et charges d'exploitation du segment International & Filiales

International & Filiales	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
<i>En millions d'euros</i>			
Autres produits et charges d'exploitation	(2,9)	(0,4)	na

Les autres produits et charges d'exploitation du segment International & Filiales représentent une charge nette de 2,9 millions d'euros en 2009 contre une charge nette de 0,4 million d'euros en 2008. Cette évolution s'explique notamment par la hausse des dotations aux provisions pour risques clients comptabilisées par Horyzon Média en 2009.

³ Le chiffre d'affaires facturé aux annonceurs des activités à la performance ou au CPC (coût par clic) de la société Horyzon Média est reconnu à 100% dans le chiffre d'affaires consolidé à compter de l'exercice 2009, avec en contrepartie la comptabilisation en achats externes des versements effectués aux éditeurs. Jusqu'en 2008, seule la commission de régie de cette activité était comptabilisée en chiffre d'affaires. Cette évolution n'a aucun impact sur la marge brute opérationnelle.

1.2.2.4. Salaires et charges sociales du segment International & Filiales

International & Filiales	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
<i>En millions d'euros</i>			
Salaires et charges sociales	(39,2)	(46,3)	-15,3%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	51,7%	50,6%	

Les salaires et charges sociales du segment International & Filiales s'élevaient à 39,2 millions d'euros en 2009, en baisse de 15,3% par rapport à 2008. Cette baisse provient principalement du plan de restructuration de QDQ Media, se traduisant par le départ de 40% de ses effectifs entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2009, et une baisse de 36% de son effectif moyen, qui passe de 656 à 419 entre les deux périodes.

1.2.2.5. Marge brute opérationnelle du segment International & Filiales

La marge brute opérationnelle du segment International & Filiales s'élève à 0,9 million d'euros en 2009 contre 6,9 millions d'euros en 2008, pour un chiffre d'affaires en baisse de 17,2%, soit 15,7 millions d'euros.

Cette baisse du chiffre d'affaires a été partiellement compensée par la réduction drastique de l'ensemble des charges de QDQ Media, suite à la profonde réorganisation de son activité, qui s'est traduite par un coût de restructuration de 4,5 millions d'euros en 2009, principalement constitué des coûts de départ de 178 personnes. Ce coût de restructuration est classé, conformément aux règles comptables du Groupe, dans la rubrique « coût des restructurations » non incluse dans la marge brute opérationnelle.

1.2.3. Analyse du résultat d'exploitation consolidé

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation consolidé du Groupe pour les exercices 2008 et 2009 :

Groupe PagesJaunes	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
<i>En millions d'euros</i>			
Marge brute opérationnelle	528,7	551,6	-4,2%
Participation des salariés	(15,3)	(17,8)	-14,0%
Rémunération en actions	(1,6)	(1,5)	6,7%
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	(68,9)	na
Dotations aux amortissements	(19,6)	(17,2)	14,0%
Résultat de cession d'actifs	(0,8)	(0,3)	na
Coût des restructurations	(4,5)	(2,5)	na
Résultat d'exploitation	487,0	443,4	9,8%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	41,8%	37,2%	

1.2.3.1. Participation des salariés et rémunération en actions

La participation des salariés du Groupe s'élève à 15,3 millions d'euros en 2009, en baisse de 14,0% par rapport à 2008.

La charge de rémunération en actions du Groupe s'élève à 1,6 million d'euros en 2009 en hausse de 6,7% par rapport à 2008. La charge de l'exercice 2009 résulte des plans de stock options mis en place en décembre 2007, et en juillet, octobre et décembre 2009, alors que la charge de l'exercice 2008 résultait des deux plans de stock options mis en place en juin 2005 et en décembre 2007, ainsi que des deux plans d'attribution gratuite d'actions mis en place en novembre 2006 et en février 2008.

1.2.3.2. Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements du Groupe s'élèvent à 19,6 millions d'euros en 2009 contre 17,2 millions d'euros en 2008, soit une hausse de 14,0%, qui reflète la hausse des investissements réalisés par le Groupe essentiels à la stratégie de l'entreprise, notamment dans le cadre du lancement de nouveaux produits et services à destination de nos clients, et l'enrichissement des fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe.

1.2.3.3. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe s'élève à 487,0 millions d'euros en 2009 en hausse de 9,8% par rapport à 2008 en données historiques. Hors effet de la dépréciation, au 31 décembre 2008, de l'intégralité de l'écart d'acquisition de QDQ Media d'un montant de 68,9 millions d'euros, le résultat d'exploitation 2009 ressortirait en baisse de 4,9% par rapport à 2008.

1.2.4. Analyse du résultat net consolidé

Le tableau suivant présente le résultat net consolidé du Groupe pour les exercices 2008 et 2009 :

Groupe PagesJaunes <i>En millions d'euros</i>	Exercices clos le 31 décembre		
	2009	2008	Variation 2009/2008
Résultat d'exploitation	487,0	443,4	9,8%
Produits financiers	8,8	3,4	158,8%
Charges financières	(90,7)	(138,2)	-34,4%
Gain (perte) de change	-	-	na
Résultat financier	(81,9)	(134,8)	-39,2%
Résultat courant avant impôt	405,1	308,6	31,3%
Impôt sur les sociétés	(131,5)	(131,7)	-0,2%
Résultat de la période	273,6	176,8	54,8%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de PagesJaunes Groupe	273,6	176,9	54,7%
- intérêts minoritaires	0,0	(0,1)	na

1.2.4.1. Résultat financier

Le résultat financier du Groupe est déficitaire de 81,9 millions d'euros en 2009 contre un déficit de 134,8 millions d'euros en 2008, soit une amélioration de 39,2% entre les deux périodes. Le résultat financier est essentiellement composé de la charge d'intérêts relative à l'emprunt bancaire de 1 950,0 millions d'euros mis en place en novembre 2006, et couvert au 31 décembre 2009 à hauteur de 88% contre la hausse des taux d'intérêt par un portefeuille de swaps de taux et de collars venant à échéance fin 2011, et à hauteur de 46% par des swaps forward venant à échéance fin 2013.

Cette charge d'intérêts, nette de l'effet des instruments de couverture de taux, s'élève à 80,7 millions d'euros en 2009 contre 111,6 millions d'euros en 2008. Le taux d'intérêt moyen de la dette est ainsi passé de 5,64% en 2008 à 4,10% en 2009, soit une diminution de 154 points de base, principalement liée à la diminution du taux moyen Euribor 3 mois.

Le résultat financier comprend également l'amortissement des frais d'émission d'emprunts pour un montant de 6,6 millions d'euros, stable entre les deux périodes, ainsi que la variation de la valeur temps des collars conclus en 2006 et de la valeur du swap court terme, représentant un produit de 7,4 millions d'euros en 2009, contre une charge nette de 16,5 millions d'euros en 2008, et classée dans la rubrique « variation de la juste valeur des instruments de couverture ».

1.2.4.2. Impôt sur les sociétés

Au titre de l'exercice 2009, le Groupe a constaté une charge d'impôt sur les sociétés de 131,5 millions d'euros, stable par rapport à 2008. Le taux d'imposition apparent est de 32,5% en 2009 contre 42,7% en 2008. Hors effet de la dépréciation de l'intégralité de l'écart d'acquisition de QDQ Media constatée en 2008, cet élément n'étant pas inclus dans le calcul du résultat fiscal, le taux d'imposition apparent serait de 34,9% en 2008. Cette amélioration du taux d'imposition apparent s'explique principalement par l'utilisation en 2009 des déficits fiscaux 2007 et 2008 de PagesJaunes Petites Annonces.

1.2.4.3. Résultat de la période

Le résultat de la période du Groupe s'élève à 273,6 millions d'euros en 2009 contre 176,8 millions d'euros en 2008, soit une hausse de 54,8% entre les deux périodes. Hors effet de la dépréciation de l'intégralité de l'écart d'acquisition de QDQ Media constatée en 2008, le résultat de la période ressortirait en hausse de 11,4% par rapport à 2008.

1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie du Groupe consolidé pour les exercices clos au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2009 :

Groupe PagesJaunes	Exercice clos le 31 décembre 2009	Exercice clos le 31 décembre 2008
<i>En millions d'euros</i>		
Intérêts courus non échus	0,0	0,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	67,0	89,0
Trésorerie brute	67,0	89,0
Découverts bancaires	(5,6)	(0,5)
Trésorerie nette	61,4	88,5
Emprunt bancaire	1 950,0	1 950,0
Ligne de crédit revolving	-	-
Frais d'émission d'emprunts	(28,2)	(34,8)
Dettes sur instruments de couverture	3,7	5,3
Juste valeur des instruments de couverture	56,3	25,3
Intérêts courus non échus	4,2	4,5
Dettes sur engagements de rachats de minoritaires	0,6	3,1
Autres dettes financières	10,5	17,1
Endettement financier brut	1 996,9	1 970,4
Endettement net	1 935,4	1 881,9
Endettement net, hors juste valeur des instruments de couverture de taux et hors frais d'émission d'emprunts	1 907,4	1 891,5

La dette bancaire de PagesJaunes Groupe, d'un montant de 1 950,0 millions d'euros, est remboursable dans son intégralité fin 2013, et est couverte au 31 décembre 2009 à hauteur de 88% contre la hausse des taux d'intérêt par un portefeuille de swaps de taux et de collars venant à échéance fin 2011, et à hauteur de 46% par des swaps forward venant à échéance fin 2013. PagesJaunes Groupe bénéficie par ailleurs, auprès d'un syndicat bancaire diversifié, d'une ligne de crédit d'un montant d'environ 400,0 millions d'euros venant à échéance fin 2013. Cette ligne de crédit n'était pas tirée au 31 décembre 2009.

Au 31 décembre 2009, l'endettement financier brut du Groupe consolidé s'élève à 1 996,9 millions d'euros contre 1 970,4 millions d'euros au 31 décembre 2008, soit une augmentation de 26,5 millions d'euros principalement liée à la variation défavorable de la juste valeur des instruments de couverture de taux pour un montant de 31,0 millions d'euros.

Hors juste valeur des instruments de couverture de taux, qui constitue un passif de 56,3 millions d'euros au 31 décembre 2009 contre un passif de 25,3 millions d'euros au 31 décembre 2008, et hors amortissement des frais d'émission d'emprunts, soit 28,2 millions d'euros au 31 décembre 2009 contre 34,8 millions d'euros au 31 décembre 2008, la dette nette s'élève à 1 907,4 millions d'euros au 31 décembre 2009 contre 1 891,5 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie du Groupe consolidé pour les exercices clos au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2009 :

Groupe PagesJaunes	Exercice clos le 31 décembre 2009	Exercice clos le 31 décembre 2008
<i>En millions d'euros</i>		
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	283,7	320,2
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(32,5)	(11,5)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	(278,2)	(274,7)
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	0,0	(0,0)
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	(27,0)	34,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	88,5	54,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie fin de période	61,4	88,5

La trésorerie nette et équivalents de trésorerie s'élevaient à 61,4 millions d'euros au 31 décembre 2009 contre 88,5 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élevaient à 283,7 millions d'euros en 2009 contre 320,2 millions d'euros en 2008, soit une baisse de 36,5 millions d'euros, avec principalement :

- une marge brute opérationnelle de 528,7 millions d'euros en 2009, en baisse de 23,0 millions d'euros par rapport à 2008,
- un besoin en fonds de roulement de 3,2 millions d'euros en 2009 contre un dégagement en fonds de roulement de 16,2 millions d'euros en 2008,
- un décaissement net de 80,1 millions d'euros au titre des intérêts financiers en 2009 contre 110,8 millions d'euros en 2008, compte tenu de la baisse des taux,
- un décaissement de 148,0 millions d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés en 2009, dont 16,7 millions d'euros de solde d'impôt sur les sociétés 2008, contre un décaissement de 118,7 millions d'euros en 2008.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement représentent un décaissement de 32,5 millions d'euros en 2009 contre un décaissement de 11,5 millions d'euros en 2008, soit une hausse de 21,0 millions d'euros, avec principalement :

- 26,0 millions d'euros au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles en 2009 contre 12,1 millions d'euros en 2008,
- 7,4 millions d'euros en 2009 relatifs aux rachats des participations minoritaires dans le capital de PagesJaunes Petites Annonces pour 6,0 millions d'euros et dans le capital d'Horyzon Média pour 1,4 million d'euros.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement s'élevaient à 278,2 millions d'euros en 2009 contre 274,7 millions d'euros en 2008, soit une hausse de 3,5 millions d'euros, avec principalement :

- 269,5 millions d'euros au titre des dividendes versés en 2009, stables par rapport à 2008,

- une diminution des autres dettes de 9,4 millions d'euros en 2009, contre une diminution de 0,8 million d'euros en 2008,
- dans le cadre du contrat de liquidité, un encaissement net de 0,7 million d'euros lié à l'évolution du portefeuille d'actions propres en 2009 contre un décaissement net de 4,3 millions d'euros en 2008, année de mise en place de ce contrat.

1.4. Engagements hors-bilan, litiges et parties liées

Se référer aux notes 31 à 33 des comptes consolidés.

1.5. Risques et incertitudes relatifs à l'année 2010

Les principaux risques et incertitudes identifiés par la Groupe concernent :

- l'intensité de la reprise du marché publicitaire en France et en Espagne qui devraient conditionner la prospection commerciale de PagesJaunes et de QDO Media sur leurs marchés respectifs,
- la capacité du Groupe à faire croître le budget de ses annonceurs sur Internet et, en particulier, le rythme de montée en puissance des produits publicitaires Internet lancés fin 2009 qui pourrait être plus lent qu'anticipé,
- l'évolution concurrentielle sur Internet, notamment en ce qui concerne les services de recherche, les services géographiques et de cartographie qui pourrait avoir un impact sur la capacité des Sociétés du Groupe à respecter leur plan de développement,
- une baisse plus prononcée de l'audience et des revenus générés par les annuaires imprimés qui ne serait pas - ou partiellement - compensée par la progression des revenus sur Internet,
- l'évolution des marchés de taux qui pourrait faire varier le résultat financier de PagesJaunes Groupe via un accroissement des intérêts de la dette et la variation de la juste valeur des instruments de couverture utilisés par le Groupe (pour leur valeur temps).

1.6. Evénements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2009

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture qui pourrait avoir un impact significatif sur les comptes consolidés clos le 31 décembre 2009.

1.7. Recherche et développement

A la pointe dans son secteur, le Groupe PagesJaunes développe une activité de recherche et d'innovation performante grâce à ses équipes et à de nombreux partenariats. Ces équipes sont constituées des meilleurs spécialistes dans leurs domaines de compétences respectifs dans le but de favoriser l'innovation et l'excellence.

2. Comptes consolidés

Etat du résultat consolidé

(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2009	Exercice clos le 31 décembre 2008
Chiffre d'affaires	6	1 163 901	1 192 845
Achats externes		(280 532)	(295 420)
Autres produits opérationnels		4 196	11 779
Autres charges opérationnelles		(26 680)	(22 798)
Frais de personnel : - Salaires et charges	7	(332 233)	(334 794)
Marge Brute Opérationnelle		528 653	551 612
- Participation des salariés	7	(15 274)	(17 840)
- Rémunération en actions	7	(1 579)	(1 490)
Pertes de valeur des écarts d'acquisition		-	(68 882)
Dotations aux amortissements	13 & 14	(19 563)	(17 195)
Résultat de cession d'actifs	8	(818)	(339)
Coût des restructurations		(4 457)	(2 515)
Résultat d'exploitation		486 962	443 351
Produits financiers		8 798	3 376
Charges financières		(90 656)	(138 162)
Gain (perte) de change		-	-
Résultat financier	9	(81 858)	(134 786)
Impôt sur les sociétés	10	(131 472)	(131 739)
Résultat de la période		273 632	176 826
Résultat de la période attribuable aux :			
- Actionnaires de PagesJaunes Groupe		273 611	176 888
- Intérêts minoritaires		21	(62)
Résultat de la période par action attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe (en euros)			
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé	11		
- de base		0,98	0,63
- dilué		0,96	0,62

Etat du résultat global

(Montants en milliers d'euros)	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2009	Exercice clos le 31 décembre 2008
Report résultat		273 632	176 826
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture			
- Montant brut		(38 407)	(38 717)
- Impôt différé		13 225	13 330
- Montant net d'impôt	17	(25 182)	(25 387)
Ecarts de conversion des activités à l'étranger		33	2
Total autres éléments du résultat global net d'impôt		(25 149)	(25 384)
Résultat global total net d'impôt		248 484	151 442
Résultat global total attribuable aux :			
- Actionnaires de PagesJaunes Groupe		248 462	151 504
- Intérêts minoritaires		21	(62)

Etat de situation financière

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2009	Exercice clos le 31 décembre 2008
ACTIF			
Ecarts d'acquisition nets	12	50 358	50 334
Autres immobilisations incorporelles nettes	13	25 051	21 158
Immobilisations corporelles nettes	14	22 950	19 987
Actifs disponibles à la vente	15	207	207
Autres actifs financiers non courants	16	667	967
Impôts différés actifs	10	28 130	18 854
Total des actifs non courants		127 363	111 507
Stocks nets	18	6 434	6 533
Créances clients nettes	19	466 179	513 449
Autres actifs courants	20	36 273	30 417
Créances d'impôt sur les sociétés	10	5 374	2 003
Charges constatées d'avance	21	106 856	108 581
Autres actifs financiers courants		-	22
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27	67 040	89 016
Total des actifs courants		688 157	750 022
TOTAL ACTIF		815 520	861 529
PASSIF			
Capital social		56 197	56 197
Prime d'émission		98 676	98 676
Réserves		(2 637 765)	(2 521 491)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe		273 611	176 888
Ecarts de conversion		-	(33)
Actions propres		(3 831)	(4 313)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de PagesJaunes Groupe	23	(2 213 112)	(2 194 077)
Intérêts minoritaires		-	2
Total capitaux propres	23	(2 213 112)	(2 194 075)
Dettes financières et dérivés non courants	17 & 27	1 980 102	1 944 447
Avantages du personnel - non courants	25	41 692	36 458
Provisions - non courantes	25	3 629	4 419
Impôts différés passifs	10	-	-
Total des passifs non courants		2 025 423	1 985 324
Découverts bancaires et autres emprunts cou	27	18 204	22 026
Intérêts courus non échus	27	4 177	4 481
Provisions - courantes	25	761	596
Dettes fournisseurs	24	102 356	107 706
Avantages du personnel - courants	25	121 242	122 718
Autres passifs courants	25	96 279	104 641
Dettes d'impôt sur les sociétés	10	200	16 697
Produits constatés d'avance	28	659 990	691 415
Total des passifs courants		1 003 209	1 070 280
TOTAL PASSIF		815 520	861 529

Etat de variation des capitaux propres consolidés

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Résultat et réserves	Opérations de couverture	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Solde au 31 décembre 2007	280 644 450	56 129	98 676	-	(2 243 209)	15 124	(36)	(2 073 316)	373	(2 072 943)
Résultat global total de la période					176 888	(25 387)	2	151 504	(62)	151 442
Rémunération en actions					1 468			1 468		1 468
Distribution de dividendes					(269 419)			(269 419)	(120)	(269 539)
Augmentation capital, attribution gratuite d'actions	340 304	68			(68)			-		-
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(580 606)			(4 313)				(4 313)	-	(4 313)
Put minoritaires Horyzon Media								-	(190)	(190)
Solde au 31 décembre 2008	280 404 148	56 197	98 676	(4 313)	(2 334 341)	(10 263)	(33)	(2 194 077)	2	(2 194 075)
Résultat global total de la période					273 611	(25 182)	33	248 462	21	248 484
Rémunération en actions					1 474			1 474	-	1 474
Distribution de dividendes					(269 453)			(269 453)	(35)	(269 488)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	46 428			482				482	-	482
Put minoritaires Horyzon Media								-	13	13
Solde au 31 décembre 2009	280 450 576	56 197	98 676	(3 831)	(2 328 709)	(35 445)	-	(2 213 112)	-	(2 213 112)

Etat des flux de trésorerie

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2009	Exercice clos le 31 décembre 2008
Résultat attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe		273 611	176 888
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations et écarts d'acquisition	12 à 14	19 563	86 077
Variation des provisions	22	6 142	2 259
Rémunération en actions		1 474	1 468
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs		818	339
Produits et charges d'intérêts	9	53 461	130 413
Instruments de couverture	17	28 397	4 373
Ecart de change non réalisé		(3)	4
Charge d'impôt de l'exercice	10	131 472	131 739
Intérêts minoritaires		21	(62)
Diminution (augmentation) des stocks		99	(1 289)
Diminution (augmentation) des créances clients		40 299	2 279
Diminution (augmentation) des autres créances		992	(5 973)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		(6 928)	(2 029)
Augmentation (diminution) des autres dettes		(37 656)	23 258
Variation du besoin en fonds de roulement		(3 195)	16 245
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		2 500	17 585
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(82 572)	(128 426)
Impôt sur les sociétés décaissé	10	(148 020)	(118 661)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		283 668	320 241
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	13 & 14	(25 965)	(12 069)
Variation des fournisseurs d'immobilisations		1 346	341
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels		92	60
Acquisitions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise	5	(7 439)	(1)
Produits de cessions d'actifs financiers, nets de trésorerie cédée	5	(629)	-
Diminutions (augmentations) des valeurs mobilières et autres actifs financiers	27	99	124
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement		(32 496)	(11 545)
Augmentation (diminution) des emprunts	27	(9 423)	(865)
Mouvements sur actions propres	23	697	(4 313)
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires		(35)	(120)
Dividendes versés	23	(269 454)	(269 419)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(278 212)	(274 717)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		1	(3)
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		(27 040)	33 976
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture		88 484	54 508
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	<i>27</i>	61 444	88 484

La trésorerie nette inclut les découverts bancaires. La présentation des données 2008 a été retraitée à des fins de comparaison.

Note 1 – Informations relatives au Groupe

Le Groupe PagesJaunes offre depuis plus de soixante ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels avec comme cœur de métier les annuaires en France et à l'international sur les supports imprimés et en ligne. Les principales activités du Groupe sont décrites en note 4.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe PagesJaunes s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés et de leurs annexes est l'euro.

PagesJaunes Groupe est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (PAJ) – compartiment A. Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe du 18 février 2010.

Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2009

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe a établi les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, applicable à cette date, et disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, à l'exception de l'adoption des normes et interprétations suivantes, sans impact significatif :

- IAS 1R – Présentation des Etats Financiers (révisée en 2007)
- IAS 23R – Coûts d'Emprunt (révisée en 2007)
- IFRS 8 – Secteurs opérationnels
- Amendement d'IFRS 7 - Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers
- Amendement d'IFRS 2 - Paiements fondés sur des actions : conditions d'acquisition et annulations
- Améliorations aux IFRS – mai 2008 (sauf IFRS 5) – et notamment l'amendement d'IAS 38 Immobilisations incorporelles appliqué aux frais de publicité et promotion
- IFRIC 11 - IFRS 2 – Actions propres et transactions intra-groupe
- IFRIC 13 – Programmes de Fidélisation de la Clientèle
- Amendements d'IFRIC 9 et IAS 39 - Dérivés incorporés

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application, obligatoire à compter des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009, des normes et interprétations suivantes non encore adoptées par l'Union Européenne, serait sans incidence significative sur les comptes du Groupe :

- IFRIC 12 – Accords de concessions de services
- IFRIC 15 – Contrats de construction de biens immobiliers
- IFRIC 16 – Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger
- IFRIC 18 – Transferts d'actifs provenant de clients

En outre, le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application obligatoire est postérieure au 1^{er} janvier 2009 :

- IFRS 3 (Révisée) - Regroupements d'entreprises
- IAS 27 (Révisée) - États financiers consolidés et individuels
- Amendements d'IAS 39 - Instruments financiers : comptabilisation et évaluation : Eléments éligibles à la couverture
- Amendement d'IAS 32 – Classement des émissions de droits

- IFRIC 17 - Distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires

Enfin, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2009 :

- IFRS 9 – Instruments financiers
- IAS 24 révisée – Parties liées
- Améliorations des IFRS (avril 2009)
- Amendement d'IFRS 2 – Transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie
- Amendement d'IAS 32 – Classement des droits de souscription émis
- IFRIC 19 – Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres
- Amendement d'IFRIC 14 – Paiements anticipés des exigences de financement minimal

Le processus de détermination par PagesJaunes Groupe, des impacts potentiels sur les comptes consolidés du Groupe est en cours. Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur ses comptes consolidés.

La norme IFRS 8 - Secteurs opérationnels remplace la norme IAS 14 - Information sectorielle. Elle introduit « l'approche de la direction » pour établir l'information sectorielle. Cette norme requiert, le cas échéant, une modification de la présentation et de la note relative à l'information sectorielle qui doit désormais être basée sur le reporting interne régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources. Les secteurs déterminés en conformité avec IFRS 8 sont identiques aux segments d'activité primaires définis lors de l'application d'IAS 14. Les informations à fournir en application d'IFRS 8 sont communiquées en note 4.

L'amendement d'IAS 1 - Présentation des états financiers (révisée) a notamment engendré la production d'un état complémentaire appelé « Etat du résultat global » et apporté quelques modifications de présentation sur l'« Etat de variation des capitaux propres ».

Les états de synthèse portent sur les comptes établis selon les normes IFRS au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2008. Les états financiers 2007, inclus dans le Document de référence déposé auprès de l'AMF le 1^{er} avril 2008 sous le n° D08-0181, sont incorporés par référence.

Pour préparer les états financiers, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernées les écarts d'acquisition (notes 3.8 et 12), la rémunération en actions (notes 3.1, 3.17 et 26) et l'évaluation des passifs liés aux retraites (notes 3.16 et 25). Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction de conditions de réalisation différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation

Cette note décrit les principes comptables appliqués pour l'arrêté du 31 décembre 2009 conformément aux dispositions des normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2009.

Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

3.1 - Positions comptables retenues par le Groupe, en application des paragraphes 10 à 12 de l'IAS 8

Les positions comptables présentées ci-dessous ne font pas l'objet de dispositions particulières dans les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne ou leur interprétation.

Engagement d'acquisition d'intérêts minoritaires :

Dans le cadre de l'acquisition, fin 2007, de 66% des titres des sociétés portant les activités de régie publicitaire sur Internet (sociétés Horyzon Média et Horyzon Clics), des options d'achat et de vente ont été respectivement consenties pour le solde de 34% des titres de ces filiales consolidées par intégration globale. Elles sont exerçables par les deux parties jusqu'en 2011. Sauf événement particulier, le prix d'exercice de ces options est établi selon une formule de calcul prédéfinie basée sur le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation de l'exercice 2010.

Suite au départ d'un des dirigeants d'Horyzon Média le 15 janvier 2009, PagesJaunes Groupe a exercé l'option d'achat consentie dans ce cadre et a porté sa participation de 66% à 95,83%. En conséquence, au 31 décembre 2009, 4,17% des titres de Horyzon Média ne sont pas détenus par PagesJaunes Groupe. Les options ne portent donc plus que sur cette part.

Conformément aux différents textes en vigueur au 31 décembre 2009, le traitement comptable retenu par le Groupe est le suivant :

- conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 32 « Instruments financiers : informations à fournir et présentation », le Groupe enregistre une dette financière au titre des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires des entités concernées ;
- la dette est comptabilisée, en « Dettes financières », pour la valeur actuelle du prix d'exercice prévisionnel lors de l'initialisation de l'opération, puis lors des arrêts ultérieurs, sur la base de la juste valeur des actions potentiellement achetées ;
- la contrepartie de cette dette est enregistrée en diminution des intérêts minoritaires et pour le solde en écart d'acquisition ;
- la variation ultérieure de la valeur de l'engagement est comptabilisée par ajustement du montant de l'écart d'acquisition, hors effet de désactualisation de la dette qui est comptabilisé en charges financières ;

La part du résultat net attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe demeure calculée sur la base du pourcentage de détention dans les entités, sans tenir compte du pourcentage d'intérêt attaché aux ventes d'options de vente.

Variations de pourcentage d'intérêt :

Les normes IFRS n'apportant pas de précisions sur le traitement comptable lors de l'apport par des actionnaires minoritaires de leurs intérêts dans une entité consolidée du Groupe en échange de titres d'une autre entité consolidée du Groupe, ni sur le traitement comptable de la diminution de pourcentage d'intérêt qui en résulte, le Groupe a retenu le traitement comptable suivant : l'augmentation de pourcentage d'intérêt est assimilée à une acquisition d'intérêts minoritaires ; la diminution de pourcentage d'intérêt est assimilée à une cession dont le résultat est enregistré en compte de résultat sous la rubrique « résultat de cession d'actifs » lorsqu'il est réalisé.

Plan de participation du Management :

Sèvres I, Sèvres II, Sèvres III, qui, ensemble, contrôlaient 100% du capital de Médiannuaire Holding, actionnaire majoritaire indirect de PagesJaunes Groupe, ont proposé à un certain nombre de managers du Groupe de prendre une participation minoritaire, sous la forme de 212 591 actions ordinaires, au capital de Médiannuaire Holding (soit 0,55% du capital de Médiannuaire Holding). Cette prise de participation, qui a été réalisée fin décembre 2006, s'est faite sur la base du prix proposé par Médiannuaire Holding dans le cadre de la garantie de cours portant sur les titres PagesJaunes Groupe et qui a été finalisée le 1^{er} décembre 2006.

Après prise en compte de la cession en 2009 par certains managers du Groupe d'une partie des actions ordinaires qu'ils détenaient dans le capital de Médiannuaire Holding, parallèlement à l'acquisition concomitante d'actions de préférence, les managers du Groupe détiennent, au 31 décembre 2009, 90 447 actions ordinaires et 153 547 actions de préférence, soit au total 0,63% du capital social de Médiannuaire Holding.

Le capital de Médiannuaire Holding se répartit entre actions ordinaires et actions de préférence, le droit pour chaque classe d'actions à l'accroissement de valeur des capitaux propres étant variable en fonction du taux de rentabilité interne constaté par les actionnaires de Médiannuaire Holding sur leur investissement pendant leur période de détention. Par ailleurs, chaque manager a conclu avec les actionnaires de Médiannuaire Holding un engagement réciproque d'achat et de vente, qui devient exerçable, par l'une ou l'autre des parties, dès lors que ce manager quitte le Groupe PagesJaunes. Le prix par action auquel ces engagements réciproques d'achat et de vente seraient mis en œuvre varie notamment en fonction du cours de bourse de l'action de PagesJaunes Groupe, de la durée de présence des managers à compter du 21 décembre 2006, et de l'atteinte de certaines conditions de performance. Au 31 décembre 2009, l'application de ces critères conduirait, dans l'hypothèse où ces options croisées seraient exercées à cette date par l'une ou l'autre des parties, au rachat à une valeur nulle des actions acquises par les managers.

Droit Individuel à la Formation (DIF) :

Le Groupe a maintenu en IFRS le traitement retenu en normes françaises du droit individuel à la formation (Avis n°2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC relatif à la «comptabilisation du droit individuel à la formation – DIF») à savoir :

- les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucun provisionnement ;
- le volume d'heures à la clôture de l'exercice, de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes de la part des salariés, est mentionné dans les annexes.

3.2 - Consolidation

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les participations dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les participations non contrôlées par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (pourcentage de contrôle généralement compris entre 20% et 50%) sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'existence et l'effet des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles à la date de clôture sont pris en considération lors de la détermination du contrôle ou de l'influence notable exercé sur l'entité.

Conformément à IFRS 5, les actifs et les passifs des entités contrôlées considérées comme détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes distinctes du bilan. Par ailleurs, le résultat des activités non poursuivies doit être présenté sur une ligne séparée du compte de résultat. IFRS 5

définit une activité non poursuivie comme une composante d'une entité dont les flux de trésorerie sont indépendants du reste de l'entité, qui a été cédée ou est détenue en vue de sa vente qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte.

Les opérations et les soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

3.3 - Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 «Effets des variations des cours des monnaies étrangères». En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :

- en résultat d'exploitation pour les transactions commerciales ;
- en produits financiers ou en charges financières pour les transactions financières.

3.4 - Présentation des états financiers

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat des activités faisant l'objet d'un abandon ou détenues en vue de la vente.

La marge brute opérationnelle (MBO) correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte :

- de la participation des salariés ;
- des charges de rémunération en actions, y compris les charges sociales éventuelles y afférentes ;
- des dotations aux amortissements ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations ;
- des résultats de cession d'actifs ;
- des coûts de restructuration ;
- du résultat des entités mises en équivalence ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition sur les entités mises en équivalence.

3.5 - Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires issu des activités du Groupe est reconnu et présenté de la manière suivante, en application des principes établis par IAS 18 « Produits des activités ordinaires » :

- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires imprimés sont pris en compte dans le résultat lors de la parution de chaque annuaire imprimé. En conséquence, les ventes d'insertions facturées au titre des annuaires à paraître sont présentées au bilan sous la rubrique « Produits constatés d'avance ».
- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires en ligne et sur les services de renseignements téléphoniques sont étalés sur la durée d'affichage, qui est généralement de 12 mois.

- Les produits issus du trafic relatif aux services de renseignements téléphoniques (118008 en France) sont comptabilisés pour leur montant brut lorsque la prestation est rendue.
- Les produits issus des activités de régie publicitaire sont reconnus sur la période de diffusion des campagnes de publicité. Lorsque les entités du Groupe opèrent uniquement en tant qu'agents, le chiffre d'affaires est constitué des seules commissions.
- Les coûts des ventes liées aux campagnes de parution d'annuaires d'un exercice sont rapportées au chiffre d'affaires correspondant comptabilisé sur cet exercice ; sont concernées les commissions vendeurs et télévendeurs ainsi que les coûts éditoriaux dont la redevance éditoriale.

Par ailleurs, conformément à SIC 31 « Opérations de troc portant sur des services de publicité », les produits des activités ordinaires n'incluent pas de prestations provenant de l'échange de biens ou de services pour des prestations semblables, même lorsque celles-ci sont rendues sur des périodes différentes.

3.6 - Frais de publicité et assimilés

Les frais de publicité, promotion, parrainage, communication et de développement des marques sont intégralement comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.7 - Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période (options non encore exercées, actions gratuites, ...). Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Le cas échéant, les actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

3.8 - Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. IAS 36, « Dépréciation d'actifs », prescrit que ces tests sont réalisés au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté et que dans certains cas, pour tester les écarts d'acquisition, ces UGT peuvent être regroupées au niveau auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (une UGT est le plus petit ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs). Le niveau d'analyse auquel le Groupe apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition correspond en général au niveau de chacune des sociétés consolidées.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable consolidée des actifs et passifs et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond aux flux de trésorerie actualisés des UGT incluant les écarts d'acquisition. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction du Groupe de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans établis sur 5 ans,
- au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance décroissant ou stable pendant une période de trois ans, puis d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance à long terme du marché et spécifique à chaque activité,
- l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.

La dépréciation des écarts d'acquisition est inscrite en résultat d'exploitation.

Dans le cas où une cession a été décidée, la valeur recouvrable est déterminée par référence à la juste valeur nette des coûts de sortie.

3.9 - Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les marques, les licences et brevets, les frais de recherche et développement ainsi que les logiciels. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Lorsque ces actifs sont acquis au travers d'un regroupement d'entreprises, leur coût est le plus souvent déterminé lors de l'affectation du coût d'acquisition de l'entreprise acquise par référence à leur valeur de marché ou à défaut en utilisant les méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts.

Les marques développées en interne ne sont pas comptabilisées au bilan.

Marques

Les marques ayant une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties ; elles font l'objet de tests de dépréciation (voir note 3.11).

Licences et brevets

Les licences et brevets sont amortis sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder vingt ans.

Frais de recherche et développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement significatifs capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 3 ans.

Logiciels

Les logiciels sont amortis sur le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède pas cinq ans.

3.10 - Immobilisations corporelles

Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend l'estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située, obligation que le Groupe encourt soit du fait de l'acquisition de l'immobilisation corporelle, soit du fait de son utilisation pendant une durée spécifique à des fins autres que la production de stocks au cours de la période.

Contrats de location financement

Les contrats de location transférant aux entités du Groupe les risques et avantages liés à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Les situations suivantes constituent des indications de conditions transférant aux entités du Groupe les risques et avantages liés à la propriété :

- le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,
- le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,
- la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué,
- la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

Parallèlement, les biens dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par les entités du Groupe à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes : 25 à 30 ans pour les constructions, 5 à 10 ans pour les agencements, entre 1 et 5 ans pour les autres immobilisations.

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

3.11 - Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture.

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

Les tests de dépréciation sont réalisés par actif ou par groupe d'actifs en comparant leur valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction du Groupe.

3.12 - Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et les créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

3.12.1 - Evaluation et comptabilisation des actifs financiers

Actifs détenus jusqu'à leur échéance

Ces titres sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixes, autres que les prêts et créances, et que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent principalement les titres de participation non consolidés et des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à

la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée qui a été comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du TIE. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif. Pour les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie, afin de traduire l'évolution des taux d'intérêt du marché, modifie le taux d'intérêt effectif et par conséquent la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs à la juste valeur par le compte de résultat

Les actifs considérés comme détenus à des fins de transaction comprennent les actifs que la société a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les actifs de transaction peuvent aussi comprendre des actifs volontairement classés dans cette catégorie, indépendamment des critères énumérés ci-dessus (option « Fair Value »).

Ces actifs sont classés au bilan en actifs financiers à court terme.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités. Ils sont facilement convertibles, en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et équivalents de trésorerie sont constitués par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme dont l'échéance est généralement inférieure ou égale à trois mois à la date d'acquisition. Elles sont évaluées au coût historique qui est proche de leur valeur de réalisation.

3.12.2 - Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

Passifs financiers

A l'exception des passifs de transaction qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. En effet, les passifs sont initialement évalués au coût, qui est la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue pour ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Le TIE est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier.

Passifs à la juste valeur par le compte de résultat

Les passifs à la juste valeur par le compte de résultat sont évalués à leur juste valeur.

3.12.3 - Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est toujours enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

Instruments de couverture

Conformément à IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé, ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif, qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change, et qui affecterait le résultat net présenté ;
- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecterait le résultat net présenté.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure, c'est à dire si au début de la couverture et pendant toute sa durée, l'entreprise peut s'attendre à ce que les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie de l'élément couvert soient presque intégralement compensées par les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie de l'instrument de couverture, et si les résultats réels se situent dans un intervalle compris entre 80 et 125 pour cent.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la limite de leur efficacité ;
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres, la variation de juste de valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée quant à elle en résultat. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

3.13 - Stocks

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur nette probable de réalisation. Le coût d'entrée correspond au coût d'acquisition ou au coût de production qui est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

3.14 - Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable sur un horizon de 3 à 5 ans.

La norme IAS 12 requiert notamment de comptabiliser des impôts différés passifs relatifs à l'ensemble des immobilisations incorporelles reconnues lors de regroupement d'entreprises (marques, bases d'annonceurs, ...).

S'agissant des participations dans les filiales, coentreprises et sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire imposable entre la valeur comptable des titres et leur base fiscale sauf si :

- le groupe contrôle la date à laquelle cette différence temporaire (par exemple : distribution de dividendes) se renversera et
- il est probable que cette différence ne se renversera pas dans un avenir prévisible.

En pratique, cela signifie que, pour les sociétés intégrées globalement et proportionnellement, un passif d'impôt différé est reconnu à due concurrence des impôts de distribution sur les dividendes dont le versement est planifié par le Groupe.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire permettant d'effectuer la compensation sur l'impôt exigible futur. Les éventuelles compensations sont traitées par groupe fiscal dépendant d'une seule autorité fiscale.

Les impôts différés relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres sont également comptabilisés en capitaux propres.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

3.15 - Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels, correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations probables pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

3.16 - Engagements de retraites et avantages similaires

3.16.1 - Avantages postérieurs à l'emploi

Indemnités de départ à la retraite et engagements similaires

En France, la législation prévoit que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont traités selon la méthode du corridor, qui prévoit l'étalement des écarts excédant 10% du plus haut entre la valeur de l'engagement et la valeur des actifs de couverture sur la durée d'activité résiduelle des personnels composant l'engagement.

L'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés (cf. note 25).

Autres régimes de retraite

Ces avantages sont offerts à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19, les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

3.16.2 - Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme pouvant être accordés par le Groupe consistent principalement en médailles du travail évaluées également sur la base d'hypothèses actuarielles.

3.16.3 - Indemnités de rupture de contrat de travail

Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail font l'objet d'une évaluation actuarielle et sont provisionnées à hauteur de l'engagement en résultant. Pour tous ces engagements induisant le versement d'indemnités de rupture de contrat de travail, l'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

3.17 - Rémunération en actions

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options d'achat et de souscription d'actions et les attributions gratuites d'actions accordées aux salariés du groupe sont évaluées à leur date d'octroi.

La valeur des options d'achat et de souscription d'actions est notamment fonction du prix d'exercice et de la durée de vie de l'option, du prix actuel des actions sous-jacentes, de la volatilité attendue du prix de l'action, des dividendes attendus sur les actions et du taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel (rubrique « Rémunération en actions ») linéairement entre la date d'octroi et la date d'exercice – période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres pour les plans dénoués en actions et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans dénoués en trésorerie. Le Groupe a opté pour l'application rétrospective des dispositions de la norme IFRS 2 pour les plans dénoués en actions et en trésorerie. Les nouveaux plans émis sont valorisés conformément à la norme IFRS 2 en utilisant un modèle de loi binomiale.

La juste valeur d'une action attribuée gratuitement correspond au prix de marché de l'action à la date d'attribution ajusté de la perte de dividendes attendus pendant la période d'acquisition. Cette charge est constatée de manière linéaire sur la période d'acquisition et, le cas échéant, ajustée de l'évolution de la probabilité d'atteinte des conditions de performance.

3.18 - Actions propres

Conformément à IAS 32, les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées pour leurs montants nets d'impôt.

Note 4 - Information sectorielle

Le Groupe a comme cœur de métier l'édition d'annuaires en France et à l'international. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à cette activité, à destination du grand public et des professionnels.

Au compte de résultat, seuls les éléments de la MBO et les dotations aux amortissements font l'objet d'une affectation sectorielle. Au bilan, hormis les disponibilités, les dettes financières et la dette d'impôt courant et différé, tous les éléments font l'objet d'une affectation sectorielle.

Les activités du Groupe s'organisent en deux principaux segments :

- **PagesJaunes en France.** Il s'agit des activités France du Groupe relatives à l'édition et à la distribution des annuaires et à la vente d'espaces publicitaires sur les annuaires imprimés (PagesJaunes, L'Annuaire) et en ligne (« pagesjaunes.fr »). Il s'agit également des activités de création et d'hébergement de sites Internet, des activités de services de renseignements par téléphone (118 008) et par SMS, de l'activité de petites annonces en ligne (« annoncesjaunes.fr »), ainsi que de diverses activités comme l'édition des annuaires PagesPro et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également les activités de holding logées dans PagesJaunes Groupe.
- **International & Filiales.** Il s'agit des activités des différentes filiales du Groupe, qui consistent principalement en l'édition d'annuaires grand public hors de France (Espagne, Luxembourg et Maroc) et le développement d'activités complémentaires de l'édition d'annuaires, telles que les services géographiques de Mappy et de marketing direct de PagesJaunes Marketing Services. Ce segment comprend également les activités de régie publicitaire sur Internet d'Horyzon Média.

Les données présentées relatives à l'exercice 2008 ont été retraitées des impacts liés au transfert au premier semestre 2009 de l'activité de petites annonces en ligne du segment International & Filiales au segment PagesJaunes en France, suite au lancement d'une offre commune « pagesjaunes.fr » - « annoncesjaunes.fr » commercialisée par la force de vente PagesJaunes. L'activité de petites annonces en ligne a été lancée en janvier 2007 et était logée dans la société PagesJaunes Petites Annonces qui a été absorbée le 21 juillet 2009 par la société PagesJaunes. Ce retraitement n'a aucun impact sur les données consolidées globales du Groupe mais seulement sur les données par segment.

4.1 - Par secteur d'activité

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité pour les périodes closes aux 31 décembre 2009 et 2008 :

Résultat de la période
Exercice clos le 31 décembre 2009
Exercice clos le 31 décembre 2008

<i>Montants en milliers d'euros</i>	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Groupe	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Groupe
Chiffre d'affaires	1 097 270	75 780	(9 149)	1 163 901	1 110 062	91 475	(8 692)	1 192 845
- Externe	1 097 251	66 650	-	1 163 901	1 110 028	82 817	-	1 192 845
- Inter secteurs	19	9 130	(9 149)	-	34	8 658	(8 692)	-
Achats externes	(257 109)	(32 782)	9 359	(280 532)	(266 461)	(37 840)	8 881	(295 420)
Autres produits opérationnels	3 338	1 658	(800)	4 196	9 359	3 081	(661)	11 779
Autres charges opérationnelles	(22 628)	(4 607)	556	(26 680)	(19 825)	(3 446)	473	(22 798)
Salaires et charges	(293 080)	(39 187)	34	(332 233)	(288 443)	(46 350)	(1)	(334 794)
Marge Brute Opérationnelle	527 791	862	0	528 653	544 692	6 920	-	551 612
Participation des salariés				(15 274)				(17 840)
Rémunération en actions				(1 579)				(1 490)
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	(68 882)	-	(68 882)
Dotations aux amortissements	(16 486)	(3 077)	-	(19 563)	(14 616)	(2 579)	-	(17 195)
Résultat sur cession d'actifs				(818)				(339)
Coût des restructurations	-	(4 457)	-	(4 457)	-	(2 515)	-	(2 515)
Résultat d'exploitation				486 963				443 351
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	22 787	3 178	-	25 965	9 368	2 701	-	12 069

Etat de situation financière

Exercice clos le 31 décembre 2009

Exercice clos le 31 décembre 2008

<i>Montants en milliers d'euros</i>	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Groupe	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Groupe
Ecart d'acquisition nets	6 426	43 932	-	50 358	421	49 913	-	50 334
Autres immobilisations incorporelles net	19 790	5 261	-	25 051	16 743	4 415	-	21 158
Immobilisations corporelles nettes	17 897	5 053	-	22 950	14 779	5 208	-	19 987
Actifs non sectoriels non courants				29 004				20 028
Actifs non courants				127 363				111 507
Stocks nets	6 139	295	-	6 434	6 195	338	-	6 533
Créances clients nettes	430 546	39 565	(3 932)	466 179	471 000	47 334	(4 885)	513 449
Autres actifs courants	33 837	2 845	(409)	36 273	25 946	4 622	(151)	30 417
Charges constatées d'avance	100 706	6 199	(49)	106 856	100 395	8 225	(39)	108 581
Actifs non sectoriels courants				72 414				91 040
Actifs courants				688 157				750 022
Total Actif				815 520				861 529
- dont actifs sectoriels	615 341	103 151	(4 390)	714 102	635 479	120 056	(5 075)	750 460
- dont actifs non sectoriels				101 418				111 069
Capitaux propres				(2 213 112)				(2 194 077)
Intérêts minoritaires				-				2
Avantages du personnel - non courants	41 544	148	-	41 692	36 356	102	-	36 458
Provisions - non courantes	3 629	-	-	3 629	4 419	(0)	-	4 419
Autres passifs non courants	-	-	-	-	-	-	-	-
Passif non sectoriel non courant				1 980 102				1 944 447
Passifs non courants				2 025 423				1 985 324
Provisions - courantes	78	683	-	761	78	518	-	596
Dettes fournisseurs	93 033	13 696	(4 373)	102 356	95 204	17 387	(4 885)	107 706
Avantages du personnel - courants	115 581	5 661	-	121 242	114 835	7 883	-	122 718
Autres passifs courants	91 427	5 261	(409)	96 279	98 089	6 703	(151)	104 641
Produits constatés d'avance	642 415	17 624	(49)	659 990	669 859	21 595	(39)	691 415
Passif non sectoriel courant				22 581				43 204
Passifs courants				1 003 209				1 070 280
Total Passif				815 520				861 529
- dont passifs sectoriels	987 707	43 073	(4 831)	1 025 949	1 018 840	54 188	(5 075)	1 067 953
- dont passifs non sectoriels				(210 429)				(206 424)

4.2 - Par zone géographique

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre 2009	Exercice clos le 31 décembre 2008
Chiffre d'affaires contributif	1 163 901	1 192 845
- France	1 122 490	1 135 989
- Autres	41 411	56 856
Actifs	815 520	861 529
- France	669 405	691 419
- Autres	44 699	59 041
- Non affecté	101 416	111 069

Note 5 - Variation du périmètre de consolidation

Les principales opérations intervenues au cours des exercices 2009 et 2008 sont les suivantes :

2009

Le 20 octobre 2009, PagesJaunes Groupe a cédé 100% des titres de la société Edicom. Cette filiale marocaine a contribué aux comptes consolidés 2009 à hauteur de 1,6 million d'euros au chiffre d'affaires, de -0,1 million d'euros à la MBO et de -0,2 million d'euros au résultat net.

Le 18 février 2009, PagesJaunes Groupe a racheté à M6 34% des actions composant le capital de PagesJaunes Petites Annonces pour un montant de 6,0 millions d'euros. A l'issue de cette opération, PagesJaunes Groupe détenait 100% des actions et droits de vote de cette filiale. Elle a donné lieu à la constatation d'un écart d'acquisition de 6,4 millions d'euros.

Le 21 juillet 2009, les sociétés PagesJaunes et PagesJaunes Petites Annonces ont fusionné avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2009. Cette opération de restructuration interne n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés.

Suite au départ d'un des dirigeants d'Horyzon Média, PagesJaunes Groupe a exercé l'option d'achat consentie dans le cadre du pacte d'associés et a porté sa participation dans cette filiale de 66% à 95,83% le 15 janvier 2009 pour un prix de 1,4 million d'euros.

2008

Les sociétés Horyzon Média et Horyzon Clics ont fusionné le 30 juin 2008 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008. Ont également fusionné au 31 octobre 2008, les sociétés PagesJaunes Petites Annonces et ATS. Ces opérations de restructuration interne n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés.

Note 6 - Chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
PagesJaunes en France		
Annuaire imprimés	577 824	617 667
Pagesjaunes.fr, annoncesjaunes.fr et sites Internet (1)	460 968	431 329
Services de renseignements téléphoniques	39 711	36 391
Autres activités dont Minitel	18 767	24 674
Total segment PagesJaunes en France	1 097 270	1 110 061
International & Filiales		
Annuaire B to C	41 412	56 857
Régie publicitaire Internet	9 372	5 452
Marketing direct et services géographiques	24 996	29 167
Total segment International & Filiales	75 780	91 476
Inter-segments	(9 149)	(8 692)
TOTAL	1 163 901	1 192 845

(1) dont reclassement en 2008 de l'activité PagesJaunes Petites Annonces (cf. note 4)

Note 7 - Charges de personnel

(en milliers d'euros, sauf les effectifs)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Effectif moyen (équivalent temps plein)	4 502	4 791
Salaires et charges	(332 233)	(334 794)
dont : - Traitements et salaires	(234 843)	(230 581)
- Charges sociales	(88 643)	(82 171)
- Taxes sur les salaires et autres	(8 747)	(8 262)
Rémunération en actions (1)	(1 579)	(1 490)
dont : - Stocks options et actions gratuites	(1 474)	(4 367)
- Charges sociales sur levées et attributions de stock options	(105)	(822)
Participation des salariés (2)	(15 274)	(17 840)
Total charges de personnel	(349 086)	(354 124)

(1) cf. note 26

(2) y c. forfait social

Note 8 - Résultat de cession d'actifs

Cette rubrique inclut le résultat des opérations courantes de cession des actifs incorporels, corporels et financiers. En 2009, elle inclut notamment une moins value liée à la cession de la filiale Edicom d'un montant de 0,5 million d'euros.

Note 9 - Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	54	176
Résultat de cession d'actifs financiers	1 148	2 873
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	7 445	-
Dividendes reçus	151	327
Produits financiers	8 798	3 376
Intérêts sur dettes financières	(52 339)	(123 787)
Produits / (charges) sur instruments de couverture	(28 383)	12 163
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	(14)	(16 536)
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	(6 579)	(6 360)
Autres frais & honoraires financiers	(399)	(258)
Coût de désactualisation (1)	(2 942)	(3 384)
Charges financières	(90 656)	(138 162)
Gain (perte) de change	-	-
Résultat financier	(81 858)	(134 786)

(1) Le coût de désactualisation correspond à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite (cf. note 25), de la dette sur instruments de couverture (cf. note 17) et de la dette sur engagement d'acquisition d'intérêts minoritaires (cf. note 5).

Note 10 - Impôt sur les sociétés

10.1 - Preuve d'impôt groupe

L'impôt sur les sociétés de l'année résulte de l'application du taux effectif de fin d'exercice au résultat avant impôts.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2009	Exercice clos le 31 décembre 2008
Résultat net des activités poursuivies avant impôt	405 104	308 565
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	68 882
Résultat net des activités poursuivies avant impôt et pertes de valeur	405 104	377 447
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%
Impôt théorique	(139 491)	(129 968)
Sociétés en pertes non intégrées fiscalement	440	(4 279)
Dépréciation prêt et compte courant ODQ Media	(551)	2 739
Rémunération en actions	(507)	(506)
Filiales étrangères	127	186
Imputation de déficits antérieurs non reconnus	9 401	-
Autres produits et charges non taxables	(892)	89
Impôt effectif	(131 472)	(131 739)
<i>dont impôt courant</i>	<i>(127 799)</i>	<i>(142 624)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>(3 673)</i>	<i>10 885</i>
Taux d'imposition effectif	32,45%	34,90%

10.2 - Impôt au bilan

La position bilantielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2009	Exercice clos le 31 décembre 2008
Indemnités de départ en retraite	11 901	10 300
Participation des salariés	5 047	6 022
Provisions non déductibles	3 325	4 126
Instruments de couverture	22 160	11 765
Autres différences (1)	639	645
Sous-total impôts différés actifs	43 072	32 858
Cotisation sur valeur ajoutée des entreprises	(1 355)	-
Frais d'émission d'emprunts	(11 649)	(13 272)
Autres différences (1)	(1 938)	(732)
Sous-total impôts différés passifs	(14 942)	(14 004)
Total impôts différés actifs / (passifs), nets	28 130	18 854
<i>Impôts différés à l'actif</i>	<i>28 130</i>	<i>18 854</i>
<i>Impôts différés au passif</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

(1) En 2008, reclassement des amortissements dérogatoires de l'actif au passif

En 2010, la Contribution Economique Territoriale (CET) va être mise en place en application de la Loi de Finances 2010. La composante Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) de cette contribution étant assise sur la valeur ajoutée, le Groupe a opté pour sa comptabilisation, en 2010, en impôt sur le résultat. Conformément à IAS 12, les contributions qualifiées d'impôt sur le résultat ont pour conséquence la comptabilisation d'impôts différés par le résultat pour toutes les différences temporelles sur tous les actifs et passifs du bilan. La Loi de Finances ayant été publiée au 31 décembre 2009, les impôts différés doivent être constatés dès 2009. Un impôt différé passif de 1,4 million d'euros a donc été constaté dans les comptes consolidés au 31 décembre 2009.

Aucun impôt différé actif relatif aux déficits reportables de QDQ Media n'a été comptabilisé au bilan, cette société ayant enregistré un résultat net déficitaire en 2009. Le montant de l'impôt différé non comptabilisé est estimé à 61,8 millions d'euros au 31 décembre 2009.

PagesJaunes Groupe a opté, pour le régime de l'intégration fiscale prévu aux articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts. Cette option vise à constituer un groupe fiscalement intégré comprenant, outre PagesJaunes Groupe, l'ensemble de ses filiales françaises remplissant les conditions requises pour en devenir membres. Cette option a pris effet à compter du 1^{er} janvier 2005 pour une période de cinq exercices.

Les impôts différés actifs au bilan passent de 18,9 millions d'euros au 31 décembre 2008 à 28,1 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Au bilan du 31 décembre 2009, l'impôt sur les sociétés représente une créance de 5,4 millions d'euros et une dette d'un montant de 0,2 million d'euros. Au 31 décembre 2008, l'impôt sur les sociétés représentait une dette d'un montant de 16,7 millions d'euros. L'impôt décaissé au cours de l'exercice 2009 est de 148,0 millions d'euros contre 118,7 millions d'euros en 2008.

Note 11 - Résultat par action

En 2009, le résultat net s'élève à 273,6 millions d'euros. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est de 280,5 millions, déduction faite des actions propres. Le résultat net par action de l'ensemble consolidé s'élève donc à 0,98 euro et à 0,96 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'existence, en moyenne sur l'exercice 2009, de 5,9 millions d'options de souscription d'actions.

En 2008, le résultat net s'élevait à 176,8 millions d'euros et à 243,0 millions d'euros hors perte de valeur des écarts d'acquisition. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation étant de 280,6 millions, déduction faite des actions propres. Le résultat net par action de l'ensemble consolidé s'élève donc à 0,63 euro et à 0,62 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'existence, en moyenne sur l'exercice 2008, de 5,6 millions d'options de souscription d'actions.

Note 12 - Ecart d'acquisition des sociétés intégrées

Les écarts d'acquisition nets des sociétés consolidées par intégration globale s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2008	31 décembre 2009		
	Solde fin d'exercice	Pertes de valeur	Autres mouvements	Solde fin d'exercice
QDO Media	-	-	-	-
Mappy	7 400	-	-	7 400
PagesJaunes Marketing Services	13 278	-	-	13 278
Euro Directory	12 109	-	-	12 109
Edicom (1)	4 796	-	(4 796)	-
PagesJaunes (2)	-	-	6 426	6 426
PagesJaunes Petites Annonces (2)	421	-	(421)	-
Horyzon Média (3)	12 330	-	(1 185)	11 145
Total	50 334	-	24	50 358

(1) titres Edicom cédés le 20 octobre 2009 (cf. note 5)

(2) rachat de 34% des titres PagesJaunes Petites Annonces à M6 puis fusion avec PagesJaunes (cf. note 5)

(3) effet du traitement comptable de l'engagement d'acquisition d'intérêts minoritaires (cf. note 3.1)

La valeur des écarts d'acquisition a fait l'objet d'un examen dans le cadre de l'arrêté des comptes consolidés, selon la méthode décrite en note 3.8 – Principes comptables, sur la base de plans d'affaires, d'un taux de croissance perpétuelle situé entre 1,5% et 2,5% et d'un taux d'actualisation après impôt compris entre 9,0% et 10,0% selon les unités génératrices de trésorerie. Ces taux sont basés sur des études sectorielles publiées.

Au 31 décembre 2009, les tests de perte de valeur relatifs à ces incorporels ne présentent pas de sensibilité matérielle aux variations de taux.

Les hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables sont de nature similaire d'une UGT à l'autre ; il peut s'agir des données de marché, du taux de pénétration des supports ou des produits sur le marché, du chiffre d'affaires (nombre d'annonceurs, revenu moyen par

annonceur), des niveaux de marge brute opérationnelle. Les valeurs assignées à chacun de ces paramètres sont le reflet de l'expérience passée, affectée des évolutions anticipées sur la période du plan.

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée en 2009.

Au 31 décembre 2008, l'écart d'acquisition relatif à QDO Media d'un montant de 68,9 millions d'euros, avait été intégralement déprécié. Cette dépréciation figurait au poste « Pertes de valeur des écarts d'acquisition » dans le compte de résultat 2008. Elle reposait sur le ralentissement marqué de l'activité ainsi que sur les perspectives économiques dégradées du marché publicitaire espagnol, et le niveau des pertes encourues par cette UGT.

Par ailleurs, tel que décrit en note 3.1, la contrepartie de la dette issue des engagements d'acquisition d'intérêts minoritaires est enregistrée en diminution des intérêts minoritaires et, pour le solde, en écart d'acquisition. La variation ultérieure de la valeur de l'engagement est comptabilisée par ajustement du montant de l'écart d'acquisition. Au 31 décembre 2009, cet engagement a fait l'objet d'un ajustement qui s'est traduit par une baisse de l'écart d'acquisition de 1,2 million d'euros (Cf. note 27).

L'entrée en vigueur en 2009 de la norme IFRS 8 - Secteurs opérationnels n'a pas engendré de modification d'affectation des écarts d'acquisition aux UGT.

Note 13 - Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2009			31 décembre 2008		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Logiciels et applications support	72 868	(51 637)	21 231	56 771	(42 359)	14 412
Concession <i>l'Annuaire</i>	11 000	(11 000)	-	11 000	(8 250)	2 750
Autres immobilisations incorporelles	4 861	(1 041)	3 820	4 891	(895)	3 996
Total	88 729	(63 678)	25 051	72 662	(51 504)	21 158

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2009 et 2008.

L'évolution de la valeur nette des autres immobilisations incorporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Solde en début d'exercice	21 158	26 128
Acquisitions	4 706	2 635
Immobilisations générées en interne (1)	11 897	3 454
Effet des variations de périmètre (2)	(75)	-
Reclassements	-	128
Cessions	(18)	(105)
Dotations aux amortissements	(12 617)	(11 082)
Solde en fin d'exercice	25 051	21 158

(1) concerne l'ensemble des frais de développement activés

(2) concerne la cession d'Edicom

La hausse des investissements réalisés par le Groupe est liée au lancement de nouveaux produits et

services à destination des clients, et à l'enrichissement des fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe. Une partie de ces investissements est réalisée par des équipes internes.

Note 14 - Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2009			31 décembre 2008		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Terrains et constructions	1 509	(226)	1 283	1 530	(216)	1 314
Informatique et terminaux	43 011	(33 164)	9 847	38 972	(30 698)	8 274
Autres	32 601	(20 781)	11 820	28 664	(18 265)	10 399
Total	77 121	(54 171)	22 950	69 166	(49 179)	19 987

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2009 et 2008.

L'évolution de la valeur nette des immobilisations corporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Solde en début d'exercice	19 987	20 404
Acquisitions d'immobilisations corporelles	10 302	5 980
Effet des variations de périmètre (1)	(106)	-
Cessions et mises au rebut	(287)	(284)
Dotations aux amortissements	(6 946)	(6 113)
Solde en fin d'exercice	22 950	19 987

(1) concerne la cession d'Edicom

Note 15 - Autres actifs disponibles à la vente

Cette rubrique inclut les titres de participation classés en actifs disponibles à la vente au sens de la norme IAS 39.

Note 16 - Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers comprennent essentiellement la partie long terme des dépôts de garantie.

Note 17 - Instruments financiers dérivés

PagesJaunes Groupe utilise des instruments financiers dérivés dans le cadre de la gestion du risque de taux associé à la dette bancaire à taux variable que la Société a mise en place en 2006. PagesJaunes Groupe a mis en œuvre les procédures et la documentation nécessaires pour justifier la mise en œuvre d'une comptabilisation de couverture au sens de l'IAS 39.

Description des instruments financiers dérivés

PagesJaunes Groupe a conclu avec plusieurs établissements financiers :

En 2006,

- un contrat de swap de taux d'intérêt, d'un montant nominal de 380 millions d'euros, commençant le 13 décembre 2006 pour se terminer le 13 décembre 2011. Dans le cadre de cette opération, PagesJaunes Groupe est receveur du taux variable, soit Euribor 3 mois, et payeur du taux fixe, soit 3,7830%,
- deux collars, constitués de la combinaison synthétique d'achats de caps et de ventes de floors, pour un montant nominal total de 1 140 millions d'euros, commençant le 13 décembre 2006 pour se terminer le 13 décembre 2011. Les tunnels constitués par ces collars prévoient un taux d'intérêt minimum de 3,0% et un taux d'intérêt maximum de 4,0%. Les primes annuelles sur ces collars, payables à terme échu, sont d'un montant de 1,9 million d'euros.

En 2009,

- l'élargissement de la couverture précédente par deux contrats de swaps d'un montant nominal total de 200 millions d'euros, se terminant le 13 décembre 2011, et pour lesquels PagesJaunes Groupe est receveur du taux variable, soit Euribor 3 mois, et payeur du taux fixe, soit 1,99%,
- l'extension de la couverture précédente par deux contrats de swaps d'un montant nominal total de 900 millions d'euros, se terminant en novembre 2013, et pour lesquels PagesJaunes Groupe est receveur du taux variable, soit Euribor 3 mois, et payeur du taux fixe, soit 3,79%.

Ces opérations viennent en couverture des flux de trésorerie relatifs à la dette à taux variable mise en place par PagesJaunes Groupe en novembre 2006 (cf. note 27). Les tests d'efficacité prospectifs mis en œuvre par PagesJaunes Groupe lors de l'initiation de ces opérations ainsi que les tests rétrospectifs réalisés aux 31 décembre 2009 et 2008, ont permis de démontrer que ces instruments financiers offraient une couverture totalement efficace des flux de trésorerie relatifs à cette dette bancaire.

Suite à la décision du Groupe d'indexer provisoirement sa dette bancaire sur Euribor 1 mois comme le lui permet la convention de crédit, et ce afin de réduire le coût global de son endettement, un contrat de swap de taux d'intérêt a été conclu le 8 décembre 2009. Le swap est d'un montant nominal de 1 520 millions d'euros, et court du 14 décembre 2009 au 15 mars 2010. Dans le cadre de cette opération, PagesJaunes Groupe est receveur du taux variable Euribor 1 mois, et payeur du taux variable Euribor 3 mois minoré de 24 points de base. Ce contrat permet la couverture contre le risque de taux d'intérêt Euribor 1 mois. Cet instrument n'a pas été considéré comme éligible à la comptabilité de couverture au sens de la norme IAS 39.

Comptabilisation et éléments d'actifs et de passifs relatifs à ces instruments financiers dérivés

La juste valeur initiale des collars a été comptabilisée à l'actif consolidé lors de sa conclusion en décembre 2006, pour un montant de 8,3 millions d'euros, en contrepartie de l'inscription d'une « Dette sur instruments de couverture » (cf. note 27) d'un montant de 8,3 millions d'euros, correspondant à la prime actualisée payable en cinq annuités. Au 31 décembre 2009, cette dette s'élève à 3,7 millions d'euros (5,3 millions d'euros au 31 décembre 2008).

La valeur de ces instruments financiers dérivés s'établit comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Swaps de taux d'intérêt – couverture de flux de trésorerie	(26 301)	(9 885)
Swap de taux d'intérêt – couverture de juste valeur	(14)	(1 165)
Collars – couverture de flux de trésorerie	(29 944)	(14 233)
<i>dont valeur intrinsèque</i>	(27 757)	(5 765)
<i>dont valeur temps</i>	(2 187)	(8 468)
Actif / (passif)	(56 259)	(25 283)

La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés (qualifiés de couverture de flux de trésorerie) entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2009, soit une baisse de 16,4 millions d'euros pour le swap de taux d'intérêt et une baisse de 22,0 millions d'euros pour la valeur intrinsèque des collars, a été constatée en capitaux propres recyclables, après constatation d'un impôt différé actif de 13,2 millions d'euros.

La variation de valeur temps des collars et la variation de valeur du swap de taux d'intérêt qualifié en couverture de juste valeur ont été constatées en produits financiers (cf. note 9), pour un montant de 7,5 millions d'euros, et ont donné lieu à la constatation d'un impôt différé de 2,6 millions d'euros.

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée au titre des couvertures de flux de trésorerie.

Note 18 - Stocks nets

Les stocks sont principalement composés de papier pour la production des annuaires imprimés et d'en cours de production de service relatifs à la fabrication des annonces (produits imprimés et en ligne) et des sites internet.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés lorsque les perspectives commerciales peuvent entraîner un risque d'écoulement pour une valeur inférieure à la valeur au bilan.

Aucune mise au rebut significative n'a été comptabilisée au cours des exercices 2009 et 2008.

Note 19 - Créances clients

La décomposition en valeur brute et dépréciations des comptes clients est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Créances clients brutes	489 050	532 910
Provisions pour dépréciation (1)	(17 649)	(15 179)
Créances nettes avant dépréciation statistique	471 401	517 731
Provisions pour dépréciation statistique (1)	(5 222)	(4 282)
Créances clients nettes	466 179	513 449

(1) cf. note 22 – Variations des provisions pour dépréciation des actifs

Au 31 décembre, les créances clients ont les échéances suivantes :

en milliers d'euros	Total (1)	Non échues et non dépréciées (1)	Echues et non dépréciées (1)					
			< 30 jours	entre 31 et 60 jours	entre 61 et 90 jours	entre 91 et 180 jours	entre 181 et 360 jours	> à 360 jours
2009	471 401	417 427	13 472	7 678	9 709	8 708	8 713	5 694
2008	517 731	442 317	21 290	11 170	14 849	13 408	9 242	5 455

(1) Hors provisions pour dépréciation statistiques d'un montant total de 5 222K€ au 31 décembre 2009 et 4 282K€ au 31 décembre 2008

Le portefeuille des créances clients du Groupe ne présente pas de risque de concentration important (770 000 annonceurs dont 700 000 en France). En France, les 20 premiers annonceurs de PagesJaunes représentent 1,3% de ce chiffre d'affaires comme en 2008 et les annonceurs des 10 premières rubriques professionnelles représentent 14,9% du chiffre d'affaires de PagesJaunes en France (13,5% en 2008). En France, les provisions pour risques clients demeurent à un niveau très faible, avec un taux de dotations nettes par rapport au chiffre d'affaires de 0,522% en 2009 contre 0,325% en 2008.

Note 20 - Autres actifs courants

Les autres actifs courants se décomposent comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2009	31 décembre 2008
TVA à recevoir	16 586	20 388
Divers Etat à recevoir	225	93
Avances et acomptes aux fournisseurs	6 292	3 338
Autres actifs courants (1)	13 170	6 598
Total	36 273	30 417

(1) dont, au 31 décembre 2009, créance sur ECM (Edition et Communication Méditerranée) relative à la cession d'Edicom pour 5,3 millions d'euros payée début 2010.

Note 21 - Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont principalement constituées des charges, y compris les rémunérations dues, sur vente d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalées sur une durée d'affichage qui est généralement de 12 mois.

Note 22 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs

(en milliers d'euros)	Solde en début de période	Dotations / reprises nettes	Autres mouvements ⁽¹⁾	Solde en fin de période
2008				
Créances clients	17 200	2 791	(530)	19 461
Autres actifs	88	(239)	532	381
2009				
Créances clients	19 461	4 381	(971)	22 871
Autres actifs	381	(293)	(29)	59

(1) dont sortie d'Edicom en octobre 2009 pour (967) K€

Les créances relatives aux annuaires à paraître font l'objet d'une provision en fonction d'un taux statistique observé de manière empirique sur les historiques des 5 dernières années parues.

Note 23 - Capitaux propres

23.1 - Capital social

Au 31 décembre 2009, le capital social de PagesJaunes Groupe d'un montant de 56,2 millions d'euros est divisé en 280 984 754 actions ordinaires de 0,20 euro de valeur nominale unitaire. Il est entièrement libéré.

La Société a procédé en 2008, à une augmentation de capital de 0,1 million d'euros, par prélèvement sur les autres réserves pour le même montant, suite à l'attribution gratuite définitive de 340 304 actions le 20 novembre 2008.

Le capital de PagesJaunes Groupe est détenu à hauteur de 54,68% par Médiannuaire SAS aux 31 décembre 2008 et 2009.

23.2 - Autres réserves

Les autres réserves consolidées sont négatives à hauteur de 2 637,8 millions d'euros au 31 décembre 2009 (2 521,5 millions d'euros au 31 décembre 2008) et se composent essentiellement de :

- de la part des distributions excédant le résultat de l'exercice, relative essentiellement à la distribution exceptionnelle opérée en novembre 2006 d'un montant de 2 519,7 millions d'euros ;
- la perte de juste valeur des instruments financiers dérivés entre leur date de conclusion et le 31 décembre 2009 pour un montant avant impôt de 54,1 millions d'euros (15,7 millions d'euros au 31 décembre 2008) et d'un impôt correspondant de 18,6 millions d'euros (5,4 millions d'euros au 31 décembre 2008) ;
- la contrepartie de la charge de rémunération en actions pour la part dénouée en instruments de capitaux propres d'un montant de 56,2 millions d'euros (54,6 millions d'euros au 31 décembre 2008), cf note 26.

L'horizon prévisionnel de recyclage des réserves relatives aux instruments de financiers, générées dans le cadre de la mise en œuvre de la comptabilité de couverture au sens d'IAS 39, se situe entre 2 ans et 4 ans (cf. note 17, échéance de ces instruments).

23.3 - Actions propres

Un contrat de liquidité a été mis en place le 18 septembre 2008 avec un prestataire de services d'investissement pour une période s'achevant le 31 décembre 2008 ; il a été renouvelé pour une durée d'un an. Les moyens affectés à la mise en œuvre du contrat s'élèvent à 8,0 millions d'euros.

Au titre de ce contrat au 31 décembre 2009, la Société détient 534 178 de ses propres actions, comptabilisées en diminution des capitaux propres et 4,4 millions d'euros de liquidités classées dans la rubrique trésorerie et équivalents de trésorerie.

Au 31 décembre 2008, la Société détenait 580 606 de ses propres actions et 3,5 millions d'euros de liquidités.

PagesJaunes Groupe n'a pas racheté d'actions propres hors contrat de liquidité.

23.4 - Dividendes

Le dividende proposé à l'Assemblée générale 2010 est de 0,65 euro par action, ce qui représente un montant total estimé à 182,6 millions d'euros hors déduction à venir des actions auto détenues. Aucun passif n'étant reconnu à ce titre au 31 décembre 2009.

Le dividende mis en paiement le 23 juin 2009 s'est élevé à 269,5 millions d'euros, soit 0,96 euro par action.

En 2008, le dividende mis en paiement le 14 mai s'était élevé à 269,4 millions d'euros, soit 0,96 euro par action.

Note 24 - Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs ne portent pas intérêt et sont en principe payables entre 30 jours et 60 jours.

Note 25 - Avantages du personnel, provisions et autres passifs

Ils se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Avantages postérieurs à l'emploi	34 587	29 999
Autres avantages à long terme	7 105	6 459
Avantages du personnel - non courants (1)	41 692	36 458
Autres provisions pour risques	1 561	1 061
Provisions pour litiges sociaux - fiscaux	2 068	3 358
Provisions – non courantes	3 629	4 419

(1) Cf. détails note suivante. Les avantages du personnel non courants concernent les entités françaises.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Personnel (1)	80 955	80 938
Organismes sociaux	40 287	41 780
Total avantages du personnel - courants	121 242	122 718
TVA à payer	87 475	95 310
Divers Etat à payer	7 542	7 941
Autres passifs courants	1 262	1 390
Autres passifs courants	96 279	104 641

(1) Principalement constitué de la participation des salariés et de provisions de charges de personnel

L'évolution des provisions est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Variations de périmètre, reclassements et autres	Solde en fin d'exercice
Provisions pour litiges sociaux et fiscaux	3 761	263	(1 290)	-	(65)	2 669
Autres provisions pour risques	1 254	730	(237)	-	(26)	1 721
Total provisions	5 015	993	(1 527)	-	(91)	4 390
- dont non courant	4 419	740	(1 520)	-	(10)	3 629
- dont courant	596	253	(7)	-	(81)	761

Engagements de retraite et autres avantages du personnel

(en milliers d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total 31 décembre 2009	Total 31 décembre 2008
Variation de la valeur des engagements				
Valeur totale des engagements en début de période	44 614	6 447	51 061	50 394
Coût des services rendus	2 978	483	3 460	3 003
Coût de l'actualisation (charge d'intérêts)	2 322	322	2 644	2 538
Cotisations versées par les employés	-	-	-	-
Modification du régime	-	-	-	-
Réductions / liquidations	(1 287)	-	(1 287)	-
(Gains) / pertes actuariels	3 919	112	4 031	(2 792)
Prestations payées	(1 984)	(259)	(2 243)	(1 990)
Acquisitions	-	-	-	-
Cessions / transferts d'activité	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres (écarts de conversion)	-	-	-	-
Valeur totale des engagements en fin de période (A)	50 562	7 105	57 667	51 152
<i>Engagements de fin de période afférent à des régimes intégralement ou partiellement financés</i>	<i>49 456</i>	<i>-</i>	<i>49 456</i>	<i>43 694</i>
<i>Engagements de fin de période afférent à des régimes non financés</i>	<i>1 106</i>	<i>7 105</i>	<i>8 211</i>	<i>7 457</i>
Variation des actifs de couverture				
Juste valeur des actifs de couverture en début de période	2 034	-	2 034	1 542
Produits financiers sur les actifs de couverture	27	-	27	62
Gains / (pertes) sur actifs de couverture	-	-	-	-
Cotisations versées par l'Employeur	500	-	500	2 000
Cotisations versées par les employés	-	-	-	-
Réductions / liquidations	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	(1 984)	-	(1 984)	(1 569)
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres (écarts de conversion)	-	-	-	-
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (B)	577	-	577	2 034
Couverture financière				
Situation du régime (A) – (B)	49 984	7 105	57 089	49 118
Gains / (pertes) actuariels non reconnus	(15 397)	-	(15 397)	(12 660)
Coût des services passés non reconnu	-	-	-	-
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-
Provision / (actif) en fin de période	34 587	7 105	41 692	36 458
<i>dont provision / (actif) court terme</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>dont provision / (actif) long terme</i>	<i>34 587</i>	<i>7 105</i>	<i>41 692</i>	<i>36 458</i>
Charge de l'exercice				
Coût des services rendus	2 978	483	3 460	3 003
Coût de l'actualisation	2 322	322	2 644	2 538
Rendement attendu des actifs du régime	(27)	-	(27)	(62)
Amortissement des (gains) / pertes actuariels	783	112	895	331
Amortissement du coût des services passés	-	-	-	-
Effet de réductions / liquidations	(888)	-	(888)	-
Cessions / transferts d'activité	-	-	-	-
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-
Total charge de retraite	5 167	917	6 084	5 810
Evolution de la provision / (actif)				
Provision / (actif) en début de période	29 920	6 447	36 368	33 069
Charge de retraite	5 167	917	6 084	5 810
Charge de retraite des activités cédées	-	-	-	-
Cotisations versées par l'employeur	(500)	(259)	(759)	(2 421)
Prestations directement payées par l'employeur	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres (écarts d'acquisition)	-	-	-	-
Provision / (actif) en fin de période	34 587	7 105	41 692	36 458
Hypothèses				
Taux d'actualisation (%)	4,75%	4,75%	4,75%	5,25%
Taux d'inflation attendu sur le long terme (%)	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%
Taux de progression des salaires attendu sur le long terme (%)	en fonction des catégories de salariés et de leur âge			
Rendement attendu sur les actifs du régime (%)	3,96%	-	-	-
Durée résiduelle probable d'activité	15,0	15,0	15,0	15,0
Montant comptabilisé en charge au titre de la période	5 167	917	6 084	5 810

En 2009, la charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'élève à 34 millions d'euros

La cotisation versée au fonds externe pour un montant de 0,5 million d'euros couvre l'estimation des indemnités à verser sur l'exercice 2010.

La juste valeur de l'actif de couverture représente un montant de 0,6 million d'euros au

31 décembre 2009 dont les produits financiers ont représenté 27 milliers d'euros en 2009.

Cet actif est intégralement sur un contrat « IFC multi-supports » dont les supports d'investissement sont en euros et se répartissent au 31 décembre 2009 de la manière suivante :

- Obligations à taux fixe : 73%
- Obligations à taux variable et indexées inflation : 11%
- Actions et OPCVM Actions : 12%
- Obligations convertibles et Indexés actions : 4%

Le taux d'actualisation retenu dans l'évaluation des engagements au 31 décembre 2009 est de 4,75% contre 5,25% au 31 décembre 2008. Cette baisse du taux d'actualisation, visant à refléter la baisse des taux d'intérêt à long terme en 2009, entraîne une hausse du montant de l'engagement.

La norme IAS 19 fixe le taux d'actualisation comme étant égal au taux des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance égale à la maturité de l'engagement ; si le marché de ces obligations n'est pas liquide, le taux est égal au taux des obligations d'Etat (OAT) correspondantes.

Au 31 décembre 2009, dans la zone Euro, les taux des obligations privées de première catégorie (AA) se situent entre 4,63% et 5,09% selon les référentiels (IBOXX, Bloomberg) à la date d'évaluation.

Le taux d'actualisation effectivement retenu dans la présente évaluation est ainsi conforme à la norme IAS 19.

Sensibilité du taux d'actualisation sur les avantages postérieurs à l'emploi (IFC) :

Une hausse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une baisse de l'engagement de l'ordre de 6% soit environ 3 millions d'euros, tandis qu'une baisse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une hausse de l'engagement de l'ordre 7% soit environ 3 millions d'euros.

Sensibilité du taux d'actualisation sur les autres avantages à long terme (médailles du travail) :

Une hausse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une baisse de l'engagement de l'ordre de 5% (moins d'un million d'euros), tandis qu'une baisse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une hausse de l'engagement de l'ordre 5% (moins d'un million d'euros).

La valeur actualisée de l'obligation au titre de ces engagements et les ajustements du régime liés à l'expérience pour l'année en cours et pour les quatre années précédentes se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	2009	2008	2007	2006	2005
Valeur totale des engagements en fin de période	57 667	51 152	50 393	44 744	39 792
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période	(577)	(2 034)	(1 542)	(1 287)	(1 612)
Situation du régime	57 089	49 118	48 851	43 457	38 180
(Gains) / pertes actuariels liés à l'expérience - passifs	272	190	(1 581)		
(Gains) / pertes actuariels liés à l'expérience - actifs du régime		-	-	-	-

Note 26 - Stock options et actions gratuites

26.1 - Stock options

26.1.1 - Description des plans

Le Conseil d'administration a été autorisé par l'Assemblée générale mixte du 11 juin 2009 à mettre en œuvre au profit de certains dirigeants et salariés du Groupe un plan d'options de souscription d'actions, au sens des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, afin notamment de les associer au développement du Groupe. Cette autorisation a été consentie pour une durée de 38 mois et le nombre total d'options de souscription attribuées au titre de cette résolution ne pourra représenter plus de 1,0% du capital de la Société à la date de cette Assemblée générale, soit 2 809 847 options.

Dans ce cadre, PagesJaunes Groupe a mis en place en 2009 successivement trois plans d'options de souscription d'actions :

- le premier le 23 juillet, totalisant 1 145 000 options avec un prix d'exercice de 6,71 euros,
- le deuxième le 29 octobre, totalisant 87 000 options avec un prix d'exercice de 8,84 euros et
- le troisième le 17 décembre, totalisant 75 000 options avec un prix d'exercice de 7,82 euros.

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée générale extraordinaire du 12 avril 2005, PagesJaunes Groupe avait mis en place deux plans d'options de souscription d'actions :

- Le plan mis en place en juin 2005, totalisant 3 796 800 options avec un prix d'exercice ajusté de 11,72 euros, a une durée de vie de 10 ans. L'acquisition des options s'est faite de façon complète après 3 ans, soit le 30 juin 2008. Au 31 décembre 2009, il restait 2 937 322 options en circulation.
- Le plan mis en place en décembre 2007, totalisant 2 927 900 options avec un prix d'exercice de 14,46 euros, et ayant une durée de vie de 10 ans. L'acquisition des options se fait de façon complète après 3 ans. Il n'y a pas de conditions de performance. Au 31 décembre 2009, il restait 2 626 600 options en circulation.

Quels que soient les plans, une période de 4 ans d'incessibilité (restriction à la vente) des actions est requise par le régime fiscal et est à appliquer aux résidents fiscaux français.

Aucun nouveau plan n'avait été consenti en 2008.

26.1.2 - Description des modèles d'évaluation

PagesJaunes Groupe a évalué la juste valeur des biens ou services reçus pendant chacune des périodes en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

Les justes valeurs des options du plan PagesJaunes Groupe attribuées en 2009 ont été calculées avec un modèle binomial qui reflète le comportement d'exercice anticipé des attributaires par le biais d'une hypothèse de « plafond d'exercice » exprimé en multiple du prix d'exercice et qui représente la valeur de l'action pour laquelle il est attendu que toutes les options seront exercées. Le plafond utilisé pour le calcul des justes valeurs ci-dessus est de 2,0. La volatilité attendue a été

établie sur la base de la volatilité historique de l'action PagesJaunes Groupe. Compte tenu d'un taux de départ annuel avant ouverture des droits estimé à 5,0% et d'un taux de dividendes attendu estimé à 9,0%, les juste valeurs des options PagesJaunes Groupe ont ainsi été évaluées à :

Date d'attribution en 2009	23 juillet	29 octobre	17 décembre
Prix d'exercice	6,71 €	8,84 €	7,82 €
Cours du sous-jacent	6,72 €	8,30 €	7,64 €
Volatilité attendue	29%	30%	30%
Taux sans risque	3,52%	3,55%	3,49%
Juste valeur d'une option pour les résidents fiscaux français	0,85 €	1,02 €	0,99 €
Juste valeur d'une option pour les résidents fiscaux non français	0,90 €	-	-

La date d'attribution retenue pour l'évaluation de la charge correspond à la date de tenue du Conseil d'administration ayant attribué les options, le délai d'information des attributaires ayant été considéré comme raisonnable.

Aucun nouveau plan n'avait été consenti en 2008.

26.1.3 - Evolution des plans de stock options sur l'exercice

	Nombre d'options 2009	Prix d'exercice moyen pondéré 2009	Nombre d'options 2008	Prix d'exercice moyen pondéré 2008
Options en circulation en début de période	5 807 878		6 118 729	
Plan de juillet 2009	-	-	-	-
Plan d'octobre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2007	2 787 550	14,46 €	2 927 900	14,46 €
Plan de juin 2005	3 020 328	11,72 €	3 190 829	11,72 €
Options attribuées	1 307 000			
Plan de juillet 2009	1 145 000	6,71€	-	-
Plan d'octobre 2009	87 000	8,84 €	-	-
Plan de décembre 2009	75 000	7,82 €	-	-
Plan de décembre 2007	-	-	-	-
Plan de juin 2005	-	-	-	-
Options exercées				
Plan de juillet 2009	-	-	-	-
Plan d'octobre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2007	-	-	-	-
Plan de juin 2005	-	-	-	-
Options annulées, rendues caduques	(243 956)		(310 851)	
Plan de juillet 2009	-	-	-	-
Plan d'octobre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2007	(160 950)	14,46 €	(140 350)	14,46 €
Plan de juin 2005	(83 006)	11,72 €	(170 501)	11,72 €
Options en circulation en fin de période	6 870 922		5 807 878	
Plan de juillet 2009	1 145 000	6,71 €	-	-
Plan d'octobre 2009	87 000	8,84 €	-	-
Plan de décembre 2009	75 000	7,82 €	-	-
Plan de décembre 2007	2 626 600	14,46 €	2 787 550	14,46 €
Plan de juin 2005	2 937 322	11,72 €	3 020 328	11,72 €

Au 31 décembre 2009, les options du plan de juin 2005 sont exerçables. La durée moyenne restant à courir jusqu'au début de la période d'exercice est de 12 mois pour le plan de décembre 2007, de 31 mois pour le plan de juillet 2009, de 34 mois pour le plan d'octobre 2009 et de 36 mois pour le plan de décembre 2009.

26.2 - Attribution gratuite d'actions

Aucun nouveau plan d'attribution gratuite d'actions n'a été consenti en 2009 et en 2008.

26.3 - Charge relative aux plans de stock options et aux attributions gratuites d'actions

L'impact des plans d'options de souscription d'actions sur le compte de résultat de l'exercice 2009 s'élève à 1,6 million d'euros contre 1,5 million d'euros en 2008 (incluant également l'impact des actions gratuites). Ces montants incluent les charges sociales relatives à la cotisation patronale de 10% assise sur la juste valeur des options attribuées en 2009.

Ces plans sont prévus d'être dénoués en instruments de capitaux propres.

Note 27 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué ou augmenté des instruments dérivés actifs et passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Intérêts courus non échus	4	60
Équivalents de trésorerie	63 000	82 184
Trésorerie	4 036	6 793
Trésorerie brute	67 040	89 037
Découverts bancaires (1)	(5 596)	(532)
Trésorerie nette	61 444	88 505
Emprunt bancaire	1 950 000	1 950 000
Frais d'émission d'emprunts	(28 247)	(34 826)
Dette de crédit-bail	375	-
Juste valeur des instruments de couverture (cf. note 17)	56 259	25 283
Dette sur instruments de couverture (cf. note 17)	3 684	5 301
Intérêts courus non échus	4 177	4 481
Dette sur engagement de rachats de minoritaires	559	3 112
Autres dettes financières	10 080	17 071
Endettement financier brut	1 996 887	1 970 422
<i>dont courant</i>	<i>16 785</i>	<i>25 975</i>
<i>dont non courant</i>	<i>1 980 102</i>	<i>1 944 447</i>
Endettement net	1 935 443	1 881 917

(1) découverts bancaires rattachés à la trésorerie nette (recommandation CNC n°2009-R-03 du 2 juillet 2009)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de certificats de dépôt, d'OPCVM et de comptes bancaires débiteurs. Ils sont évalués, car gérés, sur la base de leur juste valeur.

Au 31 décembre 2009, les équivalents de trésorerie s'élèvent à 63,0 millions d'euros et sont constitués de deux Fonds communs de placement (FCP) et d'OPCVM investis dans le cadre du contrat de liquidité.

Découvert bancaire

Le Groupe bénéficie d'un découvert autorisé de 20 millions d'euros auprès de certaines de ses banques rémunéré sur une base Eonia + 25 points de base.

Emprunt bancaire

PagesJaunes Groupe dispose d'un financement bancaire d'un montant total maximum de 2 350 millions d'euros, qui comprend d'une part, un emprunt moyen terme de 1 950 millions d'euros, et d'autre part, une ligne de crédit revolving d'environ 400 millions d'euros. La ligne de crédit revolving doit permettre le financement des besoins de trésorerie (besoins en fonds de roulement, investissements ou refinancement) du Groupe dans le cadre de ses activités opérationnelles et est utilisable notamment par tirage, émission de lettres de crédit ou mise en place de lignes bilatérales.

Ce contrat de financement contient notamment des clauses de défaut et de remboursement anticipé obligatoire ainsi que des *covenants* financiers évolutifs :

- le ratio de dette nette consolidée sur un agrégat proche de la MBO consolidée doit être inférieur ou égal à 4,40 du 30 septembre 2009 au 30 juin 2010, à 4,25 au 30 septembre 2010, à 4,00 du 31 décembre 2010 au 30 septembre 2011 et à 3,75 au-delà (MBO et dette nette consolidée tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;
- le ratio de charge nette consolidée d'intérêts par un agrégat proche de la MBO consolidée doit être supérieur ou égal à 3,50 du 30 septembre 2009 au 30 juin 2010, à 3,75 du 30 septembre 2010 au 30 juin 2011 et à 4,00 au-delà (MBO et dette nette consolidée tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers).

Au 31 décembre 2009, ces *covenants* financiers sont respectés et aucune dette non courante n'a lieu d'être reclassée en courant.

Il comporte en outre une clause de remboursement anticipé obligatoire en cas de changement de contrôle de la Société résultant de l'acquisition des actions de la Société.

L'emprunt à moyen terme est à taux variable, il arrive à échéance en novembre 2013 et est remboursable en totalité à l'échéance.

Au 31 décembre 2009, le taux de référence est Euribor 1 mois augmenté d'une marge de 150 points de base compte tenu du *margin ratchet* dont a bénéficié le Groupe en raison d'un levier financier inférieur à 3,50 fois un agrégat proche de la MBO. En effet, si ce levier financier est supérieur à 3,50 fois, la marge passe de 150 à 175 points de base.

La ligne de crédit revolving a la même maturité, avec des intérêts à taux variable sur le taux de référence Euribor ou Libor avec une marge de 150 points de base au 31 décembre 2009. Cette n'était pas tirée aux 31 décembre 2008 et 2009.

Dette sur engagement de rachats de minoritaires

La dette sur engagement de rachats de minoritaires correspond aux options d'achat consenties dans le cadre de l'acquisition des titres Horyzon Média et s'élève à 0,6 million d'euros au 31 décembre 2009 dont 0,1 million d'euros à moins d'un an contre 3,1 millions d'euros en 2008. Suite au départ d'un des dirigeants d'Horyzon Média, PagesJaunes Groupe a exercé une option d'achat consentie dans le cadre du pacte d'associés et a porté sa participation dans cette filiale de 66% à 95,83% le 15 janvier 2009 pour un prix de 1,4 million d'euros.

Au 31 décembre 2009, cet engagement a fait l'objet d'un ajustement qui s'est traduit par une baisse de l'écart d'acquisition de 1,2 million d'euros (cf. note 12). Par ailleurs, la charge correspondant à la désactualisation de l'engagement a été constatée en charges financières pour 0,1 million d'euros (cf. note 9).

Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par PagesJaunes Groupe.

Note 28 - Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués des produits sur ventes d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalés sur une durée d'affichage qui est en général de 12 mois.

Note 29 – Instruments financiers

29.1 - Instruments financiers inscrits au bilan

	Valeur au bilan	Ventilation par catégorie d'instruments au sens IAS 39					Autres
		Juste valeur par résultat	Dérivés de couverture (Juste valeur par capitaux propres)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances (coût amorti)	Passifs financiers (coût amorti)	
(en milliers d'euros)							
Actifs disponibles à la vente	207	-	-	207	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	667	-	-	-	667	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-	-	-
Créances clients nettes	466 179	-	-	-	466 179	-	-
Autres actifs financiers courants	-	-	-	-	-	-	-
Equivalents de trésorerie	63 000	63 000	-	-	-	-	-
Trésorerie	4 040	4 040	-	-	-	-	-
Actifs financiers	534 094	67 040	-	207	466 846	-	-
Dettes financières et dérivés non courants	1 980 102	2 187	54 058	-	-	1 923 758	99
Découverts bancaires et autres emprunts courant	18 204	14	-	-	-	17 730	460
Intérêts courus non échus	4 177	-	-	-	-	4 177	-
Dettes fournisseurs	102 356	-	-	-	-	102 356	-
Passifs financiers	2 104 839	2 201	54 058	-	-	2 048 021	559

Les dérivés de couverture comptabilisés en juste valeur par capitaux propres sont détaillés en note 17.

Le Groupe a classé les évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs est composée des niveaux suivants:

- Niveau 1 : des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ; et
- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables)

L'évaluation des dérivés de couverture correspond au niveau 2.

Durant l'exercice 2009, il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs, ni de transfert vers ou depuis le niveau 3.

29.2 - Effet en résultat des instruments financiers

(en milliers d'euros)	Effet en résultat	Ventilation par catégorie d'instruments au sens IAS 39				
		Juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances (coût amorti)	Passifs financiers (coût amorti)
Produits d'intérêt	8 798	1 353	7 445	-	-	-
Charges d'intérêt	(87 714)	-	(14)	-	-	(87 700)
Gain (perte) de change	-	-	-	-	-	-
Décomptabilisations	-	-	-	-	-	-
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
Gains nets / (pertes nettes)	(78 916)	1 353	7 431	-	-	(87 700)
Coût de désactualisation	(2 942)					
Résultat financier (cf. note 9)	(81 858)					

Note 30 - Objectifs politiques de gestion des risques financiers, gestion du capital

Le Groupe a pour objectif d'optimiser sa structure financière, dont le principal critère d'appréciation est le levier financier (ratio d'endettement net sur la marge brute opérationnelle), afin de réduire le coût de son capital tout en conservant une flexibilité financière lui permettant de respecter son plan de développement.

Les deux principaux objectifs de la gestion financière sont les suivants :

- PagesJaunes Groupe, et le Groupe PagesJaunes au niveau consolidé, sont emprunteurs nets, et dans ce cadre, le premier objectif de PagesJaunes Groupe est de sécuriser et ainsi de limiter le coût de la dette ;
- En raison d'une part de la génération d'un cash flow important au rythme du cycle de prospection commerciale, et, d'autre part, du paiement des intérêts sur sa dette et de son dividende aux actionnaires selon une périodicité différente, le Groupe PagesJaunes dégage des excédents de trésorerie, et peut se trouver en situation d'excédent de trésorerie de manière temporaire. Ces excédents n'ayant pas vocation à être durables, l'objectif du Groupe est de les placer au meilleur taux d'intérêt dans le cadre d'une prise de risque très limitée.

Le Groupe veille également au respect des engagements inscrits dans sa documentation bancaire qui prévoit certaines clauses de défaut et d'exigibilité anticipée. Ces clauses sont notamment liées au respect de *covenants* opérationnels et financiers tels que le niveau minimum de couverture de la charge nette consolidée d'intérêts par un agrégat proche de la marge brute opérationnelle (MBO) consolidée et le levier maximum, mesuré par le rapport entre la dette nette consolidée et un agrégat proche de la MBO consolidée.

Le Groupe se fixe pour objectif de maintenir son levier financier entre 3 et 4 fois la MBO. Au 31 décembre 2009, ce levier s'établissait à 3,6 fois la MBO (3,4 fois au 31 décembre 2008), niveau inférieur au maximum de 4,40 fois fixé par la documentation bancaire (4,85 fois au 31 décembre 2008).

Compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, au risque de liquidité et au risque de crédit.

Risque de taux de change

PagesJaunes Groupe estime que le risque de change n'est pas significatif en ce qui concerne son activité, dans la mesure où celle-ci s'exerce essentiellement en zone euro.

Risque de taux d'intérêt

PagesJaunes Groupe est exposé au risque de variation des taux d'intérêt dans la mesure où l'ensemble de ses financements à court et long terme est à taux variable. Le Groupe gère ce risque

par un recours à des instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt et des collars. Les principales caractéristiques de la dette bancaire du Groupe figurent en note 27 (Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net), et celles des instruments utilisés pour la couverture de taux d'intérêt en note 17 (Instruments financiers dérivés – actifs non courants).

PagesJaunes Groupe estime qu'une augmentation de 1% des taux d'intérêt à court terme par rapport à l'Euribor 3 mois constaté au 31 décembre 2009, soit 0,665%, devrait aboutir à une diminution du résultat annuel consolidé avant impôt de l'ordre de 5,5 millions d'euros.

Sensibilité à une hausse de 100 points de base du taux Euribor 3 mois (avant impôt)

(en millions d'euros)	Equivalents de trésorerie	Emprunts bancaires et découverts bancaires	Instruments de couverture nets		Total
			Couverture des flux	Juste valeur	
Position au bilan	67,0	(1 965,7)	-	(59,9)	
Sensibilité en résultat	0,7	(19,7)	17,2	(3,7)	(5,5)
Sensibilité en capitaux propres	-	-	-	42,7	42,7

Risque de liquidité

Le Groupe PagesJaunes a mis en place une gestion de trésorerie centralisée avec un système de cash pooling qui inclut l'ensemble de ses filiales françaises, et est organisé autour d'un pivot PagesJaunes Groupe. Cette méthode de gestion des liquidités associée à un système de reporting interne permet au Groupe d'anticiper et d'estimer les flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles de ses différentes filiales, et ainsi d'optimiser le tirage sur ses lignes de crédit en cas de besoin de trésorerie, et les placements en cas d'excédent de trésorerie.

Sur la base des maturités des passifs financiers au 31 décembre 2009, les décaissements prévisionnels sur les périodes à venir, calculés sur la base de la courbe de taux forward constatée au 31 décembre 2009, sont les suivants :

Tableau de maturité des passifs financiers - sensibilité au risque de liquidité

(en millions d'euros)	Valeur au bilan		2010		2011	2012	2013	
	Actif	Passif	Intérêts variables	Rembour.	Intérêts variables	Intérêts variables	Intérêts variables	Rembour.
Passifs financiers								
Emprunt bancaire	-	(1 950,0)	(51,3)	-	(76,2)	(88,6)	(97,4)	(1 950,0)
Ligne de crédit revolving	-	-	-	-	-	-	-	-
Découverts bancaires	-	(5,6)	-	(5,6)	-	-	-	-
Intérêts courus non échus	-	(4,2)	(4,2)	-	-	-	-	-
Dettes sur engagements de rachats de minoritaires	-	(0,6)	-	(0,5)	(0,1)	-	-	-
Autres dettes financières	-	(10,1)	-	(10,1)	-	-	-	-
Couvertures du risque de taux								
Collars et swap de taux	-	(59,9)	(39,3)	-	(17,3)	(9,0)	(4,9)	-
Taux forward (Euribor 3 mois)			0,88%		2,16%	2,79%	3,24%	3,24%

Risque de crédit

PagesJaunes Groupe généralement est exposé au risque de crédit, essentiellement, dans le cadre de ses placements, et de ses instruments de couvertures de taux. PagesJaunes Groupe limite le risque de crédit en sélectionnant des contreparties disposant d'une notation long terme supérieure à AA- (Standard & Poor's et/ou Fitch IBCA) et Aa3 (Moody's). Au 31 décembre 2009, l'exposition de PagesJaunes Groupe était de 63,0 millions d'euros au titre de ses opérations de placement (cf. note 27 - équivalents de trésorerie), la valeur de marché de ses instruments financiers dérivés étant par ailleurs négative (cf. note 17).

La procédure de gestion des opérations financières de PagesJaunes Groupe dresse en outre une liste limitative de signatures autorisées, en dehors de laquelle l'autorisation du Directeur général est obligatoire. La documentation bancaire limite également la liste des contreparties pour les opérations de couverture de taux.

Risque actions

PagesJaunes Groupe estime que le risque actions n'est pas significatif dans la mesure où le montant investi en actions propres via le contrat de liquidité reste limité, et où le placement de ses excédents de trésorerie n'est pas exposé à un risque sur les marchés d'actions.

Enfin, PagesJaunes Groupe s'est fixée pour objectif de distribuer en 2010, au titre de l'exercice 2009, un dividende par action de 0,65 euro. Il est précisé que l'objectif de distribution ne constitue en aucun cas un engagement de PagesJaunes Groupe et les dividendes futurs dépendront des résultats du Groupe, de sa situation financière et de tout autre élément que le Conseil d'administration et les actionnaires de PagesJaunes Groupe jugeront pertinent.

Note 31 - Informations sur les parties liées

31.1 - Rémunération des membres du Comité de direction et du Conseil d'administration

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des personnes qui sont à la clôture de chaque exercice, ou qui ont été, au cours des exercices clos, membres du Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe, du Comité de Direction de PagesJaunes Groupe pour 2009, ou du Comité Exécutif de PagesJaunes Groupe ou du Comité Exécutif de PagesJaunes pour 2008. Ce périmètre comprend également les administrateurs représentant les salariés siégeant au Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe.

En milliers d'euros	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Avantages à court terme (1)	3 416	4 966
<i>dont charges patronales</i>	<i>807</i>	<i>1 291</i>
Avantages postérieurs à l'emploi (2)	19	47
Autres avantages à long terme (3)	1	2
Indemnités de fin de contrat (4)	1 980	-
Avantages sur capitaux propres (5)	73	82
Total	5 489	5 098

(1) Salaires, rémunérations, intéressement et primes versés et cotisations sécurité sociale, congés payés, jetons de présence et avantages non monétaires comptabilisés

(2) Pensions, retraites, autres prestations, assurance-vie, assurance médicale, ...

(3) Congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, indemnités de longue durée, rémunérations différées, intéressement et primes (si payables 12 mois ou plus après la date de clôture)

(4) Indemnités de départ et clause de non concurrence, charges sociales incluses

(5) « Rémunérations en actions » y compris les charges sociales relatives aux levées anticipées et attributions de stock options

En 2009, la charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'élève à 0,3 million d'euros.

31.2 - Transactions avec les parties liées

Des contrats de prestations de services ont été mis en place en 2006 et en 2007 avec Médiannuaire, actionnaire majoritaire de PagesJaunes Groupe. Ces contrats engendrent une charge de 1,2 million d'euros au titre de l'exercice 2009 (1,2 million d'euros au titre de l'exercice 2008). Les transactions s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation courante.

Le Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe, réuni le 17 mai 2009, a nommé Jean-Pierre Remy Directeur général de la société à compter du 25 mai 2009, en remplacement de Michel Datchary qui a quitté ses fonctions à cette date. Jean-Pierre Remy ne bénéficiant d'aucun contrat de travail, le Conseil d'administration a décidé la mise en place d'une indemnité de départ, en cas de départ de la société contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie ou de sa mise en œuvre, dont le montant sera égal à sa rémunération annuelle brute forfaitaire (fixe et variable à objectifs atteints), sous réserve de la réalisation de conditions de performance

Une obligation de non-concurrence sera mise en œuvre en cas de cessation du mandat de Directeur général de la société de Jean-Pierre Remy pour quelque cause et sous quelque forme que ce soit. Cette interdiction de concurrence sera limitée à une période de 24 mois commençant le jour de la cessation effective de ses fonctions, et couvrira l'ensemble du territoire français. L'indemnité correspondante sera égale à 12 mois de rémunération calculée sur la base de la moyenne mensuelle de la rémunération totale brute des 12 derniers mois d'activité précédant la date de cessation des fonctions.

Le départ de l'ancien Directeur général de PagesJaunes Groupe fin mai 2009 a entraîné la comptabilisation, en 2009, d'indemnités de départ et de non concurrence d'un montant total de 2,0 millions d'euros, charges sociales incluses.

Note 32 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan

Les engagements hors bilan donnés significatifs se présentent comme suit :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2009				2008
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Contrats de location simple	54 657	11 193	41 079	2 385	56 958
Papier, impression, distribution ⁽¹⁾	7 787	7 787			7 534
Autres prestations	25 488	15 178	8 780	1 530	27 654
Engagements d'achats de biens et services	33 275	22 965	8 780	1 530	35 188
Total	87 932	34 158	49 859	3 915	92 146

(1) voir détail tableau ci-dessous

La rubrique « Autres » inclut toutes les commandes fermes passées au 31 décembre 2009 sur des biens et services livrables en 2010.

Engagements conditionnels (en milliers d'euros)	2009				2008
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Avals et cautions	346	346	-	-	322

Contrats de location

PagesJaunes a pris en location des terrains, bâtiments, véhicules et matériels. Ces contrats viendront à terme à des dates diverses au cours des neuf prochaines années.

La direction estime que ces contrats seront renouvelés ou remplacés à leur terme par d'autres contrats dans le cadre des conditions normales d'exploitation.

La charge de loyer enregistrée au compte de résultat au titre des locations simples s'est élevée à 13,5 millions d'euros en 2009 (13,9 millions d'euros en 2008).

Les baux des locaux situés à Sèvres ont été consentis et acceptés pour une durée ferme de neuf années entières et consécutives à compter du 1^{er} avril 2007.

Au 31 décembre 2009, l'engagement pour le Groupe, au titre de l'ensemble des contrats de location, est de 54,7 millions d'euros dont 11,2 millions d'euros à moins d'un an.

Engagements d'achats de biens et services

Réalisation des annuaires

Dans le cadre de son activité de fabrication et diffusion d'annuaires imprimés, le Groupe est amené à conclure avec ses fournisseurs de papier, ses imprimeurs et ses distributeurs, des contrats qui peuvent être annuels ou pluriannuels.

En 2008, PagesJaunes avait conclu de nouveaux contrats avec ses imprimeurs, d'une durée de cinq

ans et expirant le 31 décembre 2013. Ces contrats ne comportent aucun engagement ferme hormis avec un imprimeur avec lequel PagesJaunes s'est engagée sur un volume de 6 milliards de feuillets par an valorisé à 29 millions d'euros pour la durée du contrat restant à courir au 31 décembre 2009. Les contrats avec les papetiers ne sont pas signés à ce jour.

Seules les commandes fermes passées au 31 décembre 2009, tant auprès des fournisseurs de papier et de contenus que des imprimeurs et des distributeurs, sont ainsi constatées en engagements hors bilan à cette date, pour un montant total de 7,8 millions d'euros.

Ces engagements sont détaillés dans le tableau ci-après :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2009			2008	
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Papier	3 839	3 839	-	-	1 840
Impression	2 628	2 628	-	-	2 553
Distribution	889	889	-	-	1 532
Contenus éditoriaux	431	431	-	-	1 609
Total	7 787	7 787	-	-	7 534

Droit Individuel à la Formation (DIF)

Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes en contrat à durée indéterminée au sein des entités françaises du Groupe, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 365 789 heures au 31 décembre 2009 (290 416 heures au 31 décembre 2008). En 2009, 8 310 heures ont été consommées par les salariés (6 614 heures en 2008).

Autres engagements donnés

PagesJaunes Groupe a cédé le 14 mars 2007 à la société Coface Services la totalité des actions composant le capital des sociétés Kompass France et Kompass Belgium. Dans ce cadre, PagesJaunes Groupe a consenti un certain nombre de garanties générales à Coface Services, plafonnées à un montant de 2,7 millions d'euros, ainsi que des garanties spécifiques portant notamment sur les risques sociaux et fiscaux, plafonnées à un montant total de 7,7 millions d'euros. Les garanties générales et celles relatives aux salariés et mandataires sociaux sont devenues caduques respectivement les 31 décembre 2008 et 2009. Les garanties relatives aux aspects fiscaux arriveront à échéance le 31 décembre 2010.

Dans le cadre de la cession d'Edicom, PagesJaunes Groupe s'est engagé à la mise en place, au bénéfice du cessionnaire, d'un compte courant rémunéré d'un montant de 10 millions de dirhams assortie de la souscription par PagesJaunes Groupe de bons de souscription d'actions.

Autres engagements reçus

PagesJaunes Groupe dispose d'une ligne de crédit revolving d'environ 400 millions d'euros destinée à couvrir les besoins de trésorerie (besoins en fonds de roulement, investissements ou refinancement) du Groupe émanant de ses activités opérationnelles. Cette ligne n'était pas tirée au 31 décembre 2009.

Montages déconsolidants et entités ad hoc

Le groupe n'a pas procédé au cours des périodes présentées à des montages déconsolidants. Il n'a pas d'obligations contractuelles vis-à-vis d'entités ad hoc.

Note 33 - Litiges

PagesJaunes a mis en œuvre début 2002 un plan d'évolution commerciale comportant notamment la modification de 930 contrats de travail de conseillers commerciaux. Cette modification avait pour objet d'adapter ces contrats à un contexte concurrentiel nouveau. Une centaine de salariés a refusé de signer le nouveau contrat proposé et a été licenciée au cours du deuxième trimestre 2002. La quasi-totalité de ces salariés licenciés a assigné PagesJaunes en vue de contester la validité du motif de licenciement. La Cour de Cassation a validé, par deux arrêts rendus le 11 janvier 2006, ce plan d'évolution commerciale. La Cour de Cassation a statué qu'un licenciement économique consécutif à une réorganisation mise en œuvre pour prévenir des difficultés économiques à venir liées à des évolutions technologiques était justifié. Par un nouvel arrêt du 14 février 2007, la Cour de Cassation a confirmé la validité du plan mis en œuvre par PagesJaunes. Toutefois, des dossiers comportant des demandes fondées sur des motifs non tranchés par les arrêts ci-dessus ainsi que des dossiers devant les juridictions administratives sont toujours en cours. La provision, constituée fin 2002 au titre de ce risque, à hauteur de 7,3 millions d'euros, a fait l'objet de plusieurs reprises depuis 2006 compte tenu de l'évolution favorable de ce dossier ; en conséquence, elle s'élève au 31 décembre 2009 à 2,1 millions d'euros.

PagesJaunes a été assignée par une agence de publicité (*Publicom Méditerranée*) devant le Tribunal de commerce de Nanterre pour abus de position dominante, pratiques discriminatoires et concurrence déloyale. Un jugement favorable à PagesJaunes a été rendu le 24 septembre 2008. *Publicom* a fait appel de cette décision.

En 2007 et 2008, la société PagesJaunes a été assignée devant les Conseils de Prud'Hommes de Caen, Marseille et Lille par des salariés de la société *Adrexo*, chargée du portage de ses annuaires dans certains départements. Les demandeurs se plaignent d'une situation de travail dissimulé et recherchent la responsabilité de la société PagesJaunes sur le fondement de la solidarité financière. Les dossiers devant les CPH de Caen et Marseille sont terminés du fait du désistement des parties adverses ; les autres procédures sont radiées administrativement, mais peuvent être réintroduites dans les deux ans à la demande des parties adverses.

PagesJaunes a assigné, en février 2008, les sociétés *Xentral* et *L'Annuaire Universel* pour contrefaçon de la marque PagesJaunes par l'exploitation du site d'annuaire en ligne "pagesjaunes.com" à destination d'un public français.

Dans un jugement du 28 mai 2008, le Tribunal de Grande Instance de Paris a reconnu que les sociétés *Xentral* (ex *Prodis*) et *L'Annuaire Universel* se sont rendues coupables de contrefaçon et de concurrence déloyale.

Cette décision confirme les droits de la société PagesJaunes sur ses marques historiques « PagesJaunes » et « Les PagesJaunes » dont la validité avait déjà clairement été reconnue par la Cour d'appel de Paris dans son arrêt du 30 mars 2005 et par le Tribunal de 1^{ère} Instance des Communautés Européennes (TPICE) dans sa décision du 13 décembre 2007. Les sociétés *Xentral* et *L'Annuaire Universel* ont fait appel de cette décision. Suite à la mise en redressement judiciaire de la société *L'Annuaire Universel*, la procédure avait été suspendue ; reprise d'instance par un mandataire liquidateur ; aucun calendrier procédural n'est encore fixé.

La société *L'Annuaire Universel* a assigné PagesJaunes devant le Tribunal de Commerce de Nanterre en demandant l'annulation des différentes marques Pages Blanches au motif qu'elles étaient usuelles dans le langage courant et professionnel pour désigner des listes alphabétiques des abonnés, au moment de leur dépôt. Bien qu'elle ne puisse encore exclure à ce stade d'éventuelles condamnations ou conséquences préjudiciables, l'avancement de la procédure et les arguments sérieux dont dispose la société PagesJaunes lui permettent d'envisager une évolution favorable de ce dossier. La procédure a été suspendue compte tenu de la mise en redressement judiciaire de la société *L'Annuaire Universel*.

D'autre part, le Groupe, comme les autres sociétés du secteur, est fréquemment assigné en justice dans le cadre de procédures engagées sur le fondement d'erreurs dans la publication des annuaires et des autres supports. De manière générale, le risque financier représenté par chacune de ces

procédures est relativement limité. Cependant, la multiplication du nombre de celles-ci peut constituer un risque significatif pour le Groupe. Le nombre de ces procédures est en constante diminution depuis 2001, stable en 2006 et 2007 et à nouveau en diminution. Au 31 décembre 2009, il s'élevait à 14, pour un montant total de demandes de dommages et intérêts de 0,6 million d'euros. Dans le cadre de ces procédures, le Groupe essaie de négocier un dédommagement amiable, qui permet de réduire significativement le coût total et final de ces procédures. Il ne peut cependant être donné de garantie sur le fait que ces procédures n'aient pas d'impact défavorable sur la situation financière du Groupe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 34 - Honoraires des commissaires aux comptes

(en milliers d'euros)	Ernst & Young				Deloitte et Associés			
	Montant		En % des honoraires		Montant		En % des honoraires	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	391	378	98%	98%	415	437	99%	99%
- Dont PagesJaunes Groupe	172	179	43%	46%	172	179	41%	41%
- Dont filiales intégrées globalement	219	199	55%	51%	243	258	58%	59%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	8	9	2%	2%	6	3	1%	1%
- Dont PagesJaunes Groupe	6	8	2%	2%	6	3	1%	1%
- Dont filiales intégrées globalement	2	2	0%	0%	-	-	0%	0%
Sous-total	399	387	100%	100%	421	439	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	399	387	100%	100%	421	439	100%	100%

Note 35 - Périmètre de consolidation

Entité	Pays	Au 31 décembre 2009		Au 31 décembre 2008	
		Intérêt	Contrôle	Intérêt	Contrôle
Sociétés consolidées par intégration globale					
Segment PagesJaunes en France					
PagesJaunes Groupe	France	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes	France	100%	100%	100%	100%
Segment International & Filiales					
QDQ Media	Espagne	100%	100%	100%	100%
Euro Directory	Luxembourg	100%	100%	100%	100%
Edicom (1)	Maroc	-	-	100%	100%
PagesJaunes Marketing Services	France	100%	100%	100%	100%
Mappy	France	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes Petites Annonces (2)	France	-	-	66%	66%
Horyzon Média (3)	France	96%	96%	66%	66%
Horyzon Worldwide (4)	Espagne	100%	100%	-	-
Société consolidée par intégration proportionnelle					
Segment International & Filiales					
Editus	Luxembourg	49%	49%	49%	49%

(1) entité cédée le 20 octobre 2009

(2) activité fusionnée en 2009 avec PagesJaunes

(3) rachat titres aux minoritaires

(4) entité créée fin décembre 2009, sans activité

Note 36 - Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture qui pourrait avoir un impact significatif sur les comptes consolidés clos le 31 décembre 2009.